

**Afrique du Sud :**

**malgré l'état d'urgence,  
le pouvoir blanc défié.** p. 8

# **lutte ouvrière**

**SNCF :**  
**la  
rentabilité  
contre la  
sécurité**

p. 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 897 - 10 août 1985 - prix : 6 F

**Il y a 40 ans, Hiroshima, Nagasaki**



**la bombe atomique sur le Japon,  
un avertissement à tous les peuples**

**Greenpeace :**

**Le gouvernement torpillé par ses services secrets ?**

p. 3



# sommaire

## En France

Page 4 :

- La nouvelle affaire Dreyfus.
- La mort d'un assassin d'ouvriers.

Page 5 :

- Budget 1986 : 100 milliards de super-intérêts versés aux capitalistes.
- Le patronat de nouveau en guerre contre le SMIC.
- Des économies sur la formation des instituteurs.

Page 9 :

- La catastrophe ferroviaire de Flaujac :
  - Un responsable, oui : les pouvoirs publics.
  - Les « priorités » de la SNCF.

Page 10 :

- Trop de fruits, trop de légumes ? Non ! Trop de gâchis !
- Les hommes ne relient plus les hommes en PCV.
- Concentré de décharge.

Pages 11 et 12 :

- Dans les entreprises :
  - BNP Barbès ; Caisse d'allocations familiales (15°) ; Alstom Saint-Nazaire.
  - Chantiers SNCF Paris Massena.
  - Villeneuve-d'Ascq : contre le racket de la SLE, les locataires s'organisent.

## Dans le monde

Page 6 :

- Lemoine en Guadeloupe.
- Nouvelle-Calédonie : A Thio, le gouvernement a reculé devant la population.
- Thatcher-la-censure : cachez cette IRA que je ne saurais voir.
- Algérie.
- Maroc.

Page 7 :

- Antilles : Guadeloupe :
  - Extraits de l'éditorial de *Combat Ouvrier*.
  - Du 24 au 29 juillet, un mouvement parti de plusieurs organisations qui s'est transformé en force par l'intervention de masses pauvres.

Page 8 :

- Afrique du Sud :
  - Des émeutes dans les cités dortoirs à la grève des mineurs.
  - Les Blancs ont l'horizon kaki.
  - La terreur policière s'accroît, la révolte aussi.

## Culture

Page 13 :

- Film : Reprise : *Qu'est-il arrivé à Baby Jane ?*
- Sélection cinéma.

Pages 14 et 15 :

- Sélection télévision.
- Livres : *Offense à Président* de Merioud Ouldamer ; *Mademoiselle Else* de A. Schnitzler ; *Maria de Cavanna* ; *De la pierre à l'étoile* de Claude Allègre.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# les caravanes de Lutte Ouvrière

Les caravanes de Lutte Ouvrière continuent leur route jusqu'au 15 août. Alors, s'il y en a une dans la région où vous passez vos vacances, profitez-en ! Venez discuter avec nos militants du socialisme et de l'avenir de l'humanité, débattre sur la politique anti-ouvrière menée par le patronat et le gouvernement et envisager des solutions aux problèmes multiples qu'affrontent tous les travailleurs dans la période actuelle. Les vacances, c'est aussi la bonne occasion de préparer la rentrée.

Alors, rendez-vous à l'une de nos étapes.

## Autoroute explosive

Un accident de la circulation qui s'est produit dimanche dernier aux Etats-Unis nous rappelle que les bombes ça peut exploser.

Le feu qui s'est déclaré à bord d'un poids lourd à la suite de cet accident a fait exploser 7 bombes d'une tonne chacune. 6 000 personnes ont dû être évacuées des alentours, 47 personnes intoxiquées par la fumée ont dû être hospitalisées. Ce camion transportait 10 bombes destinées à une base militaire de Caroline du Nord. Il était suivi d'un autre qui en transportait 20.

Ceci se produit dans un pays officiellement en paix. Mais préparer la guerre ou celle des autres pays, c'est un jeu dangereux.

## Assurance-Auto :

## Une affaire qui roule

La branche automobile du secteur assurance qui s'était plainte de déficit jusqu'en 1982, annonce pour 1984 un bénéfice de 1,3 milliard, plus qu'en 1983. Ce bénéfice serait dû à une baisse de fréquence des accidents.

Tant mieux si la route devient moins dangereuse. Mais ce n'est certainement pas la seule explication. Les automobilistes qui, en plus de leurs cotisations paient franchise et autres malus ont aussi leur idée sur la question. Sans parler de ceux qui ont été radiés parce que les compagnies estiment qu'ils leur coûtent trop cher...

D'après la Fédération française des sociétés d'assurances, ces bénéfices ne devraient servir qu'à compenser la modération des hausses de tarifs (merci pour nous) et le déficit des autres branches. Ils serviraient au bien de tous en quelque sorte, assureurs et assurés : des bonnes paroles qui ne donnent aucune assurance !

## CARAVANE BRETAGNE NORD

10/8 — Erquy.  
11/8 — Pleneuf-Val-André.  
12/8 — St-Jacut-de-la-Mer.  
13/8 — St-Lunaire.  
14/8 — St-Malo.  
15/8 — Cancale.

## CARAVANE NORD

10/8 — Etaples.  
11/8 — Le Portel.  
12/8 — Boulogne.  
13/8 — Wissant.

## CARAVANE COTE BASQUE

10/8 — Hendaye.  
11/8 — Saint-Pee sur Nivelle.  
12/8 — Hasparren.

## Essence :

## L'art de nous faire payer en nous disant qu'on paie moins

Depuis le 29 janvier, date depuis laquelle les prix des carburants ne sont plus réglementés, la « libre concurrence » donne lieu à de belles fantaisies. A chaque station-service, vous pouvez faire des paris sur le tarif du super ou de l'essence, à 50 centimes près on ne sait pas. Bien sûr, diront les adeptes de la liberté des prix, vous n'avez qu'à choisir la moins chère. Tant pis pour vous si vous risquez la panne sèche.

Mais de toute façon, même si, selon le Bulletin de l'industrie pétrolière, les prix de l'essence et du super ont baissé en moyenne de 8 centimes par litre depuis le mois de mai, le secrétariat d'Etat à la Consommation est obligé de noter que ces diminutions « ne repercutent pas intégralement la baisse constatée sur le marché international » (15 centimes en juillet).

C'est cela les prétendues vertus de la concurrence pour les consommateurs. D'abord on doit partir faire

13/8 — St-Jean-Pied-de-Port.  
14/8 — Bayonne.  
15/8 — Tarnos.

## CARAVANE LANGUEDOC

10/8 — Port-la-Nouvelle.  
11/8 — Gruissan Plage.  
12/8 — St-Pierre de Mer.  
13/8 — Narbonne Plage.  
14/8 — La Redoute Plage.  
15/8 — Frontignan.

## CARAVANE PROVENCE

10/8 — Bonnieux.  
11/8 — Apt.  
12/8 — Manosque.  
13/8 — Greoux-Les-Bains.  
14/8 — La Ciotat.  
15/8 — Saint-Cyr-les-Lecques.

son marché pour bien choisir son essence au tarif le plus satisfaisant. Mais l'ennui c'est que sur les autoroutes par exemple il peut y avoir plusieurs kilomètres entre deux stations ! Et de toute façon cette concurrence joue dans des limites telles que nous payons plus cher que si les prix étaient réglementés et les baisses répercutées automatiquement. En tout cas, il faut croire que la loi de la concurrence ne fait pas peur à Shell qui espère remédier au fait qu'elle a perdu un milliard de francs l'an passé en pratiquant des tarifs plus élevés en moyenne que les autres groupes. Elle ne craint donc pas d'y perdre trop de clients.

Actuellement le gouvernement prétend agir en exigeant l'affichage des prix sur les autoroutes. Mais c'est l'arbre qui prétend cacher la forêt, forêt dans laquelle nous serons bientôt obligés d'aller à pied pour ne pas nous faire rouler.

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F  
LUTTE DE CLASSE  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1) Rayer les mentions inutiles



### Il y a 40 ans, Hiroshima, Nagasaki

# La bombe atomique sur le Japon, un avertissement à tous les peuples

**I**l y a quarante ans, le 6 août 1945, un bombardier américain larguait une première bombe atomique sur Hiroshima. Trois jours plus tard, une seconde bombe atomique était lancée sur Nagasaki.

Il avait suffi d'une fraction de seconde pour que chaque ville soit anéantie. Deux cent mille civils avaient disparu. D'autres centaines de milliers d'hommes et de femmes étaient irradiés.

Aucune nécessité militaire n'expliquait ce génocide monstrueux. Le Japon qui pendant la guerre avait été l'allié de l'Allemagne était déjà exsangue. Il n'avait pas encore capitulé, certes, mais c'était uniquement parce que les dirigeants du camp vainqueur n'acceptaient pas alors la seule condition qu'il mettait à sa reddition : le maintien en place de l'empereur Hiro Hito.

Non, la puissance militaire japonaise n'avait pas besoin de bombardements atomiques pour être brisée et elle ne faisait pas peur aux dirigeants impérialistes qui venaient de gagner la guerre et qui s'appelaient Roosevelt, Truman, Churchill ou De Gaulle. Mais par contre, ces mêmes dirigeants avaient peur qu'au sortir de cette seconde boucherie mondiale, dans tous les pays, et en particulier dans les pays vaincus, une rage de vengeance des peuples n'aille déboucher sur des révoltes et des révolutions.

La vague de révolutions qui à la fin de la Première Guerre mondiale avait conduit en Russie à la formation du premier Etat ouvrier, puis avait déferlé sur l'Europe, était encore présente à l'esprit de tous ceux qui avaient besoin de voir rétabli vite l'ordre impérialiste avec, dans chaque pays, un Etat capable de remettre en place les vieilles structures d'exploitation et de relancer la machine capitaliste.

Or une révolution pouvait venir d'Allemagne. Et c'est bien pour cela que les principales villes ouvrières d'Allemagne, Berlin, Dresde, Cologne, Hambourg, Düsseldorf furent impitoyablement bombardées sous de véritables tempêtes de feu dont la violence n'était justifiée, là non plus, par aucun impératif militaire.

Mais une révolution pouvait aussi naître au Japon de la colère des millions de paysans pauvres vivant comme au Moyen Age et des millions de prolétaires surexploités concentrés dans de grands centres industriels.

Eh bien c'est cette possibilité-là que l'impérialisme américain a voulu écraser dans l'œuf par des crimes terroristes à la mesure de sa puissance.

Et c'est si vrai d'ailleurs qu'une fois que les bombes d'Hiroshima et Nagasaki eurent anéanti tout ris-

que de révolte parmi les classes populaires japonaises, les dirigeants impérialistes laissèrent en place l'empereur Hiro Hito dont ils avaient si violemment refusé le maintien quelques jours plus tôt.

Les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki étaient en cette fin de guerre mondiale un avertissement. C'était un avertissement au peuple japonais qui sortit décimé, anéanti, de cette terrible épreuve dont la barbarie égalait celle des camps de concentration allemands. C'était un avertissement aussi aux prolétariats allemand et italien. Mais pas seulement. C'était aussi un avertissement à l'URSS. Car les grands du monde impérialiste avaient bien accepté Staline comme allié et l'avaient bien convié à discuter avec eux à Yalta et Potsdam de la meilleure façon de tailler dans la chair des peuples pour que l'ordre règne, mais ces mêmes dirigeants ne pardonnaient pas à l'URSS d'être née d'une révolution ouvrière. Ils voulaient lui démontrer qu'ils étaient les gagnants de cette guerre et qu'ils entendaient le demeurer.

Il y a quarante ans, les populations de Hiroshima et Nagasaki ont donc payé pour que l'ordre impérialiste ne soit pas menacé. Elles ont payé pour que les dirigeants impérialistes aient les mains libres pour continuer à piller le monde, pour provoquer d'autres crises, pour s'armer jusqu'aux dents et préparer de nouvelles guerres.

Mais cela n'a quand même pas empêché que des peuples se révoltent, secouent le joug colonial et tiennent tête à l'impérialisme. Et cela n'empêchera pas d'autres révolutions demain dans les pays pauvres comme dans les pays qui sont encore riches mais où il fait de moins en moins bon être prolétaire.

Oui, il faudra que des révolutions aient lieu. Car n'en doutons pas les successeurs de ceux qui ont fait bombarder le Japon en août 1945 sont capables de réutiliser l'arme atomique, même si l'accumulation d'armes nucléaires rend leur utilisation plus dangereuse encore.

Et c'est à nous de tirer les leçons de leur avertissement : si nous voulons que la planète échappe à leur folie meurtrière, si nous voulons que l'humanité échappe à la barbarie atomique, aux guerres mondiales et aux conflits meurtriers qui meublent les périodes dites de paix, c'est le système capitaliste qu'il faudra renverser. Ce sera la révolution des exploités contre la minorité de puissants qui dirigent aujourd'hui le monde. Ce sera dur, sans doute. Mais c'est la seule alternative aux Hiroshima qu'ils nous préparent.

Arlette LAGUILLER

## □ L'affaire du « Greenpeace »

# Le gouvernement torpillé par ses services secrets ?

La France est sans doute une grande puissance nucléaire, et elle est capable de semer la terreur atomique elle aussi. Pour ceux qui n'en étaient pas convaincus, elle vient de le prouver. Malheur à ceux qui se mettraient en travers de sa route, malheur à *Greenpeace*, le bateau des écologistes qui a été coulé, malheur au photographe portugais qui était revenu à bord avant que la deuxième charge ne saute et qui l'a payé de sa vie.

Ah, bien sûr, après un tel haut fait d'armes on ne voit pas pavoiser ni Mitterrand, ni Fabius et ils n'ont pas exactement la tête de héros ayant gagné la guerre. Allez donc savoir s'ils étaient informés de quoi il retournait avant que les fins limiers du contre-espionnage et de la police néo-zélandaise ou anglaise ne viennent jeter à l'opinion publique les preuves de l'implication des

services secrets français de la « DGSE » ?

Tout ce qu'on peut constater, c'est que Mitterrand demande à Fabius d'ouvrir une enquête, au moment même où tous les éléments fournis par les Néo-Zélandais accusent formellement des agents secrets français d'avoir monté toute l'affaire, et où il n'y a vraisemblablement plus grand-chose à découvrir.

Les écologistes de *Greenpeace* qui venaient protester et enquêter sur les essais nucléaires français, alors que des préparatifs pour l'explosion d'une nouvelle bombe à neutrons sont en cours dans le Pacifique, étaient des gêneurs que la raison d'Etat justifiait de faire taire, avec des moyens d'Etat, par une opération qui ne pouvait être à la portée de petits bricoleurs. Et que certains protagonistes aient été plus connus pour leurs idées

d'extrême-droite que pour leur appartenance aux réseaux secrets, ne fait rien à l'affaire, car l'un n'a jamais empêché l'autre, gouvernement « socialiste » ou pas.

La police néo-zélandaise n'avait aucune raison de se taire, au contraire puisqu'elle sert un Etat qui n'a cessé de protester contre les expériences nucléaires françaises à proximité de son territoire, qui sont menaçantes pour la population de ce pays.

Toujours est-il que, même si ni le chef de l'Etat, ni le Premier ministre n'avaient rien su de ce qui s'était préparé dans la coulisse, Mitterrand comme Fabius n'en auraient pas moins, sans nul doute, couvert leurs agents secrets, comme ils couvrent habituellement leurs militaires ou leurs policiers, quelles que soient leurs exactions. De la même façon que le gouvernement du

« socialiste » Guy Mollet avait couvert pendant la guerre d'Algérie le détournement de l'avion et l'enlèvement par les militaires des dirigeants du FLN venus discuter avec les représentants du gouvernement français.

Pour gouverner au service de la bourgeoisie, il faut en passer par son appareil d'Etat, c'est-à-dire ses flics, ses militaires, ses espions et autres bandes d'hommes armés. Les gouvernements passent, mais eux restent. Ils sont l'appareil exécutif des possédants. Et c'est à eux qu'appartient le véritable pouvoir et non au gouvernement qui occupe le devant de la scène mais n'en est que la façade. On a déjà vu l'armée déposer des présidents et leurs ministres, mais jamais aucun gouvernement n'a renvoyé les mercenaires à l'aide desquels ils font régner l'ordre bourgeois.

Même si Mitterrand a changé l'étiquette des services secrets devenus « DGSE » au lieu de « SDECE », même s'il a changé quelques têtes au sein de cet appareil, il n'était pas plus en mesure de leur dicter sa loi. Là n'a d'ailleurs jamais été sa volonté. Pas plus que celle de n'importe quel politicien qui aspire à gouverner pour le compte de la bourgeoisie, qu'il se dise de gauche ou pas.

C'est toujours par démagogie que les politiciens laissent croire à ceux qui le veulent bien, qu'il suffit grâce aux élections de les propulser à la bonne place pour que quelque chose change. Mais lorsqu'ils y sont, c'est invariablement pour gérer les affaires de la bourgeoisie et couvrir les basses œuvres de son appareil d'Etat.

Louis GUILBERT



# La nouvelle affaire Dreyfus

Au début de l'année, le ministère de la Culture a commandé au sculpteur Tim, dans le cadre d'une grande opération de commandes publiques lancée par Mitterrand, une statue du capitaine Dreyfus, cet officier juif condamné à tort en 1884 pour espionnage parce qu'il était Juif, dégradé, déporté, puis grâcié en 1899 à la suite d'une campagne pour la révision de son procès, campagne qui avait divisé la France en deux camps.

Alors, depuis février, l'artiste travaille à une œuvre qui doit faire 3,50 mètres à 4 mètres de haut, représentant Dreyfus tenant devant lui son sabre brisé.

Or, la semaine dernière, a été évoqué le délicat problème de l'endroit où devait être érigée cette statue monumentale. Le sculpteur, en accord dit-il avec Jack Lang, le ministre de la Culture, avait d'abord envisagé de la dresser là où le

fameux sabre avait été brisé, au cours de la cérémonie de dégradation qui avait eu lieu en janvier 1895 dans la cour de l'Ecole militaire de Paris.

Mais Dreyfus, même 90 ans plus tard, défrise toujours les incondtionnels du militarisme et de l'antisémitisme.

Alors, le ministre de la Défense, Charles Hernu, s'est dépêché d'intervenir pour faire savoir qu'il jugeait que le site retenu n'était pas le meilleur. En effet, la cour de l'Ecole Militaire n'est pas un lieu public, et la statue serait peu vue. Alors il s'est souvenu de façon opportune que le capitaine Dreyfus n'était pas seulement une innocente victime d'une machination : c'était aussi un ancien élève de l'école polytechnique, et à ce titre, il méritait d'avoir sa statue dans les locaux désaffectés de l'Ecole Polytechnique, rue de la Montagne Sainte-Geneviève !



La nouvelle « affaire Dreyfus » montre en tout cas que près d'un siècle après l'affaire Dreyfus, un ministre socialiste peut montrer qu'il est suffisamment chatouilleux sur le plan de

l'honneur militaire pour exiler à nouveau le capitaine Dreyfus et éviter que son sabre brisé ne blesse la vue des officiers de l'Ecole Militaire.

Alain LEMOINE

## La mort d'un assassin d'ouvriers

Jules Moch, ex-dirigeant socialiste, vient de mourir à l'âge de 92 ans. Voilà un socialiste comme la droite les voudrait sans doute tous : fils de colonel, administrateur de sociétés, anti-communiste à tout crin, ministre quand on a besoin de lui, n'hésitant pas à faire le boulot de flic en chef et de briseur de grève contre les ouvriers.

Sa carrière de ministre, Jules Moch l'a commencée avec Léon Blum, dont il a été le secrétaire général en 1936, puis un de ses ministres en 1938. Après guerre, il a été de presque tous les ministères de 1945 à 1952.

Et c'est surtout par ses exploits en tant que ministre de l'Intérieur, entre 1947 et 1949, que Jules Moch est resté célèbre. Appelé à ce poste par Ramadier, un socialiste aussi, après le départ des ministres communistes du gouvernement, il fut chargé de réprimer les grandes grèves de 1947, puis la grève des mineurs d'octobre 1948. A ces occasions, il n'hésita pas à envoyer la police les armes à la main, pour déloger les ouvriers. Il utilisa également l'armée, mobilisant les réservistes, faisant donner les chars d'assaut dans les villes minières. Il autorisa également « les troupes... à faire usage de leurs armes après avoir averti les assaillants par tambour ou clairon ».

Il réorganisa tous les services du ministère de l'Intérieur, renforçant les CRS (créées en 1945), interdisant aux policiers le droit de grève, organisant une véritable chasse aux sorcières contre les communistes, pour les exclure de la Fonction Publique.

Puis après avoir participé à tous les tripatouillages et magouilles de la IV<sup>e</sup> République, et occupé de nombreuses fonctions officielles, il a retrouvé en 1958, un dernier poste de ministre de l'Intérieur. Pour quelques semaines seulement, car avec la moitié des députés socialistes, il a voté l'investiture du général De Gaulle.

Quatre ans plus tard, en 1962, il a réussi à se faire élire député de l'Hérault grâce au désistement du candidat communiste, pourtant arrivé devant lui au premier tour. En 1974, il a quitté le Parti Socialiste, car il n'a pas accepté le rap-

prochement, voulu par Mitterrand, avec le Parti Communiste. Depuis, un peu en dehors du circuit politique, il a continué à répandre ses rengaines « anti-communistes », en demandant par exemple au gouvernement américain d'aider les anti-sandinistes au Nicaragua, ou encore en écrivant un livre comme *Le communisme, jamais*.

Mais Jules Moch a fait des émules et dans tous partis et ses successeurs au ministère de l'Intérieur en ont dit beaucoup de bien. Raymond Marcellin un gaulliste, (qui fut son secrétaire d'Etat en 1948, puis ministre à part entière en

1968 sous De Gaulle) a déclaré : « J'ai beaucoup appris de lui ». Defferre, lui aussi ex-ministre de l'Intérieur a surenchérit : « C'était un homme estimable, très intelligent, avec beaucoup de caractère et de courage ».

Oui, les ministres de l'Intérieur, gaullistes ou socialistes reconnaissent en Jules Moch, l'un des leurs, un de ceux qui n'a jamais hésité à faire tirer sur les ouvriers, et à les faire tuer, quand c'était nécessaire. L'étiquette socialiste étant juste bonne pour se faire élire une fois de temps en temps...

Bertrand GORDES



Jules Moch tout sourire devant sa police...

## L'EDF a les jetons des mauvais payeurs

Avec l'aggravation de la crise économique et du chômage, de plus en plus de familles ont du mal à régler leurs factures d'électricité, surtout en hiver où les notes sont plus lourdes du fait du chauffage.

Actuellement, lorsqu'une facture n'est pas payée, EDF envoie une lettre de rappel, et si la somme n'est toujours pas versée au bout de quelques semaines, coupe le courant. Mais cette méthode implique d'une part une lourdeur des démarches administratives, et d'autre part une avance de l'électricité qui n'est payée (ou non) que plus tard, une fois consommée. Pour éviter cela, la direction d'EDF envisage de mettre au point, au travers d'expériences à Roubaix et à Montpellier, des compteurs à jetons et peut-être à carte magnétique. Ainsi explique-t-elle, les familles pourront mieux mesurer le prix et le volume de leur consommation.

Cet argument est particulièrement faux jeton. En fait, le recours à cette méthode aboutira à ce que les consommateurs paieront à l'avance leur électricité en achetant aux guichets de l'EDF les jetons ou les cartes magnétiques. Quant à ceux qui ne pourront pas payer ils ne consommeront plus d'électricité sans même que les services EDF aient à intervenir !

## Des puces dans la balance

Une fébrile activité s'est emparée de la cour d'appel de Lyon, surprenante en un tel lieu et en une telle période. On se remue, on s'agite, on retourne ses proches, on passe tout au peigne fin...

Si vous pensez à une soudaine remise à jour de tous les dossiers poussiéreux, vous n'y êtes pas. Non, la vénérable institution est victime (chacun son tour) d'une traîtreuse attaque de puces. La cour d'appel traitée comme une basse-cour, on aura tout vu ! Il paraît qu'il y en a partout, et que, horreur, les crédits de permettent pas d'acheter les insecticides nécessaires.

Pas fou, Badinter ; il économise ses sous. Il sait bien qu'avec toutes les toiles d'araignées qu'il y a dans la Justice les petites bêtes ne vont pas faire long feu.

## Faux-frères !

Les rapports entre les entreprises nationalisées ne sont pas toujours empreints de la plus grande cordialité : c'est ainsi que les Charbonnages de France viennent d'entamer un procès contre l'EDF pour obtenir une augmentation du prix auquel ils lui vendent du charbon.

Le plus piquant de l'affaire est que l'actuel directeur des Charbonnages, Michel Hug, était jusqu'en 1982 un des principaux directeurs... d'EDF !

Etre à la tête des Charbonnages lui a suggéré ce noir dessein envers son ancienne maison. Du coup, il y a de l'électricité dans l'air entre lui et ses anciens collègues.



# 100 milliards de super-intérêts versés aux capitalistes

Pour la première fois, le budget de l'Etat pour 1986 dépassera les 1 000 milliards de francs, selon le projet que concocte actuellement le gouvernement. Mais par rapport au budget voté l'an dernier, l'augmentation serait de 4 % — tout juste l'augmentation des prix que le gouvernement dit prévoir pour 1986.

Un seul poste de ce budget est en très nette augmentation : le remboursement des intérêts de la dette publique, des emprunts de l'Etat. Ils sont en progression de 17 %, et représenteront, en 1986, près de 100 milliards de francs, soit 10 % du total des dépenses.

Cela signifie que de nombreux possesseurs de capitaux, des petits, mais aussi

des gros et des très gros, qui ont prêté à l'Etat au cours des années passées, à des taux bien supérieurs à l'inflation actuelle (puisque elle a diminué), continuent à encaisser ces intérêts à taux élevés. Ces prêts qui étaient déjà bien juteux au moment où ils ont été réalisés, deviennent aujourd'hui encore plus rémunérateurs. C'est ainsi que, en 1984 l'Etat avait encore lancé des emprunts à 14 ou 15 % d'intérêts pour 10 ou 15 ans, et que les taux étaient encore supérieurs à 12 % en 1985.

Bien entendu, le gouvernement tiendra formellement ces engagements-là.

Par contre quand il s'agit de la Caisse d'Epargne où ce sont les petites gens qui

déposent leur argent, là, le taux d'intérêts a été ramené à 6 % au début de l'été. Et quand il s'agit des pensions retraites, allocations ou tout simplement des salaires, le gouvernement base toute son argumentation sur la baisse de l'inflation et la nécessité de réduire ses dépenses au maximum pour justifier un plafond de 4 % à ne surtout pas dépasser.

Voilà bien une des hypocrisies du budget de 1986, et un des moyens par lequel le budget de l'Etat sert de « pompe à phynances » pour assurer un énorme transfert de richesse, depuis les contribuables vers les capitalistes de tout poil.

Claude CHARVET

## Des économies sur la formation des instituteurs

La formation initiale des futurs instituteurs et professeurs de collège (PEGC) est unifiée et va passer à quatre ans. Elle était auparavant de 3 ans après le concours d'entrée à l'Ecole Normale (juste après le baccalauréat), 3 ans rémunérés. La nouvelle formation en quatre ans se déroulera ainsi : deux années à l'Université qui déboucheront sur un DEUG ; DEUG qui prévoit un certificat de « préparation professionnelle » délivré conjointement par l'Ecole Normale. Ces deux années en faculté ne seront évidemment pas rémunérées.

A la suite de ça, les étudiants pourront passer le concours d'entrée à l'Ecole Normale. Les deux années suivantes (rémunérées) sont sous la responsabilité de l'Ecole Normale avec la collaboration de l'Université.

Fort bien, direz-vous. Les instituteurs seront mieux formés. Car il existait au moins neuf façons de devenir instituteurs ! Et entre les concours externes, les concours internes pour les suppléants, les FIS (formation initiale spécifique) 1 ou 2, les FC 3 (formation continue) ou autres, les instituteurs recrutés après le bac, ou après la fac, ceux qu'on utilisait sans formation comme bouche-trous dans les classes difficiles dont personne ne voulait, etc. La dernière trouvaille en date étant une année à l'Ecole Normale après le concours d'entrée suivie de deux ans sans réelle formation professionnelle en faculté pour passer un DEUG... bonjour

la pagaille !

Fin tout ça. Le SNI-PEGC (syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège) réclamait une formation unique en quatre ans : il l'a eue. Il est vrai que le projet dormait dans les cartons du IX<sup>e</sup> Plan depuis octobre 1983, où un texte de loi et deux notes d'orientation s'engageaient à porter la formation des instituteurs à quatre ans. Mais dès septembre prochain, le système sera applicable : un décret et deux arrêtés n'attendent plus que l'avis favorable du Conseil d'Etat pour être publiés.

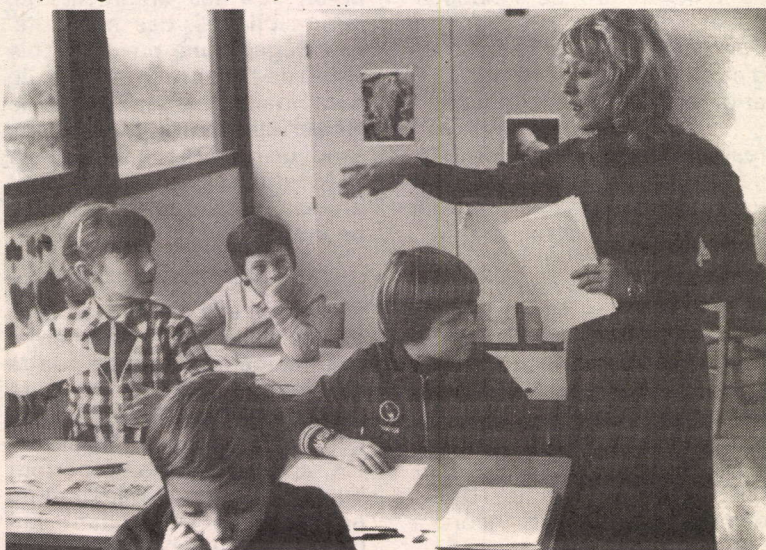
Chevènement déclarait en novembre 1984 : « Assurer pour tous les enfants les apprentissages fondamentaux à l'école, donner à tous les jeunes, au collège, une solide formation de base — ce viatique indispensable dans la société de demain pour tous nos concitoyens — offrir ensuite aux uns une formation professionnelle débouchant sur un emploi gratifiant (les jeunes

chômeurs apprécieront !), permettre aux autres de préparer le baccalauréat et leur ouvrir la voie de l'enseignement supérieur, ces tâches, qui sont celles de l'école, requièrent des maîtres bien formés. »

Certes, les sermons que nous sert Chevènement font bien pour la galerie. Mais la réalité, c'est que l'Etat et l'Education nationale font l'économie d'un an d'études pour les futurs instituteurs. On est passé de quatre ans rémunérés quand les Ecoles Normales accueilleraient les futurs instituteurs en classe de seconde, à trois ans quand le concours d'entrée a été reporté après le bac, en 1979, puis à deux ans maintenant avec le concours d'entrée après deux années de faculté non rémunérées.

Pour les militaires, pour les patrons, il y a de l'argent, ça oui, tant qu'ils en veulent. Mais il n'y en a pas pour la formation des futurs instituteurs.

Céline HOGAN



## Le patronat de nouveau en guerre contre le SMIC

L'organisation la plus puissante du CNPF, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM), part de nouveau en guerre contre le SMIC.

L'organe patronal affirme que le SMIC est l'apanage « d'économies peu développées (Espagne, Portugal, Grèce) » alors que les pays jouissant « d'une meilleure santé (RFA, Suisse, Pays Nordiques et Italie) ne s'en embarrassent pas ». Quand aux pays comme la Grande-Bretagne, le Bénélux ou le Japon, ils ont au moins des moyens de le détourner intéressants pour les patrons, le SMIC subit les abattements en fonction de l'âge. Par exemple, en Belgique la réduction est de 7.5 % par année d'âge ; aux Pays-Bas, le SMIC est « inférieur au taux légal pour les moins de 22 ans », enfin en Grande-Bretagne et au Japon, « le salaire minimum ne s'applique pas au moins de 21 ans ».

Voilà quelques exemples que le patronat aimerait bien voir se généraliser en

France. Les arguments de l'UIMM pour aller dans ce sens ne sont pas nouveaux. Le SMIC serait « destructeur d'emploi ». Si on n'avait pas encore trouvé les responsables de la crise, voilà qui est fait.

S'ils étaient à la place des jeunes, les patrons préféreraient « un emploi comportant un abattement sur le taux du SMIC, plutôt que pas d'emploi du tout ». Quel dommage vraiment qu'ils n'y soient pas !

Ainsi la campagne patronale continue. Après Gattaz, c'est l'UIMM, et l'ensemble des patrons et leurs larbins n'ont pas fini d'enfoncer le clou. Ils savent bien qu'avec ce gouvernement ils finiront bien par se faire entendre. Ils y ont d'ailleurs déjà en grande partie réussi, puisque, en dépit ou grâce à son étiquette de gauche, le gouvernement a finalement déjà ouvert la voie à la suppression du SMIC, au moins pour les jeunes, avec l'instauration, entre autres, des fameux TUC.



Les patrons voudraient avoir officiellement le droit de les payer au dessous du SMIC, sous prétexte qu'ils sont jeunes...

## Cachez ces statistiques qu'un ministre du Travail ne saurait voir

Les statistiques sur l'emploi en 1984 que vient de publier l'INSEE révèlent non seulement une dégradation de l'emploi par une croissance du chômage en valeur absolue mais également par le changement de condition des travailleurs.

C'est ainsi que par rapport à 1983, le nombre d'emplois salariés à temps complet a diminué de 367 155, celui des emplois à temps partiel a augmenté de 97 595.

Quant aux travailleurs sous contrat à durée déterminée, leur nombre a augmenté de 333 648.

Si l'ensemble de la classe ouvrière est attaquée, ce sont les jeunes qui sont le plus victimes de la politique patronale et gouvernementale en matière

d'emploi. Ainsi, sur 334 306 ayant trouvé un premier emploi entre mars 1983 et mars 1984, 140 193 sont devenus chômeurs. Sur les 194 113 restants, seulement 69 224 ont obtenu un emploi stable. Les autres se partagent les statuts d'apprenti, de stagiaire, d'intérimaire et de travailleur à durée déterminée.

Parmi les actifs occupés de 15 à 24 ans, on compte 226 686 personnes de moins en un an.

Le ministre du Travail Delebarre, dans une récente interview au *Quotidien de Paris*, se vante d'avoir stabilisé le marché de l'emploi, ce qui demande encore à être prouvé. Mais même si cela n'était pure vantardise ou pur mensonge, il n'y aurait vraiment pas de quoi pavoiser.



## □ Thatcher-la-Censure

### Cachez cette IRA que je ne saurais voir

Cédant aux instances du gouvernement anglais, la chaîne de télévision BBC a annulé la programmation d'un reportage sur l'Irlande du Nord qui était prévue pour le mercredi 7 août. Ce qui gênait les autorités britanniques, c'est l'interview de Martin Mac Guinness, élu au conseil municipal de Londonderry sur la liste du Sinn Féin, c'est-à-dire la branche politique légale du mouvement républicain irlandais. Mac Guinness, considéré comme le chef d'état-major de l'IRA, organisation militaire interdite en Grande-Bretagne et en Irlande, y déclarait : « Le peuple d'Irlande du Nord ne gagnera sa liberté que par les armes ». Voilà qui était trop pour Margaret Thatcher qui l'accuse de faire l'éloge du terrorisme.

Il faut dire qu'en matière de terrorisme l'Etat anglais s'y connaît : occupation militaire des quartiers catholiques d'Irlande du Nord, répression systématique à l'encontre de ceux qui sont soupçonnés d'appartenir à l'IRA... et ils sont nombreux dans la population. Thatcher n'avait d'ail-

leurs pas hésité en 1981 à laisser mourir les 10 grévistes de la faim membres de l'IRA plutôt que de leur accorder le statut de prisonniers politiques qu'ils réclamaient.

Dans le reportage boycotté par la BBC, une autre interview par contre n'a pas appelé les foudres de Thatcher : celle du représentant du parti protestant, Gregory Campbell, farouche défenseur de la présence britannique en Irlande du Nord, qui, lui, déclarait qu'il n'existait que deux options, « soit on est tué par l'IRA, soit on tue les membres de l'IRA »... ajoutant : « Je sais laquelle choisir ». Le gouvernement anglais n'y trouve rien à redire.

Les journalistes de la BBC, suivis par ceux de la chaîne privée, ont décidé de faire grève le jour où devait passer le reportage, ce mercredi 7 août. C'est la première fois,

paraît-il, qu'une émission de télévision est censurée !

Cela prouve que dans ce pays « démocratique » qu'est



la Grande-Bretagne, on ne peut pas laisser son propre gouvernement piétiner les libertés des Irlandais sans qu'il se mette à restreindre, même symboliquement, les libertés de tous. Les journalistes comme les téléspectateurs font connaissance avec la censure !

Ceci dit, cette fois-ci, en voulant empêcher les téléspectateurs britanniques de voir ce film, Thatcher a visiblement mis dans le mille : du coup, toute la presse en a parlé, l'IRA a été pendant quelques jours à la Une de l'actualité ; de plus, la grève des journalistes a été massivement suivie, et il vient d'être annoncé que le reportage serait diffusé par la BBC à une date ultérieure, mais « avec quelques modifications » !

## □ Lemoine en Guadeloupe

### Un discours musclé

Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM vient de faire un séjour de 24 heures à la Guadeloupe. Voyage très remarqué par les déclarations qu'il a faites. Au lendemain des émeutes et des manifestations qui ont entraîné la sortie de prison de Georges Faisans, il s'est permis de faire la leçon aux indépendantistes. Il les a qualifiés « d'irresponsables dangereux » déclarant même que : « La Guadeloupe vient d'éviter un drame ».

Il s'en est pris à Georges Faisans l'accusant d'avoir fait une fausse grève de la faim, « oubliant » le communiqué du ministère de la Justice indiquant qu'au cours de sa grève de la faim Georges Faisans avait perdu 25 kg. Il a aussi profité de son voyage pour menacer les radios indépendantistes locales.

Mais il n'a pas oublié de promettre une rapide indemnisation aux riches qui avaient pu faire quelques frais des récents événements.

Un discours qui n'est pas passé inaperçu, mais c'est exactement ce que voulait George Lemoine et le gouvernement avec lui. Ce voyage était fait pour rassurer tous ceux qui avaient tremblé pendant quelques jours, pour leur montrer que le gouvernement saurait prendre ses responsabilités et réprimer le cas échéant.

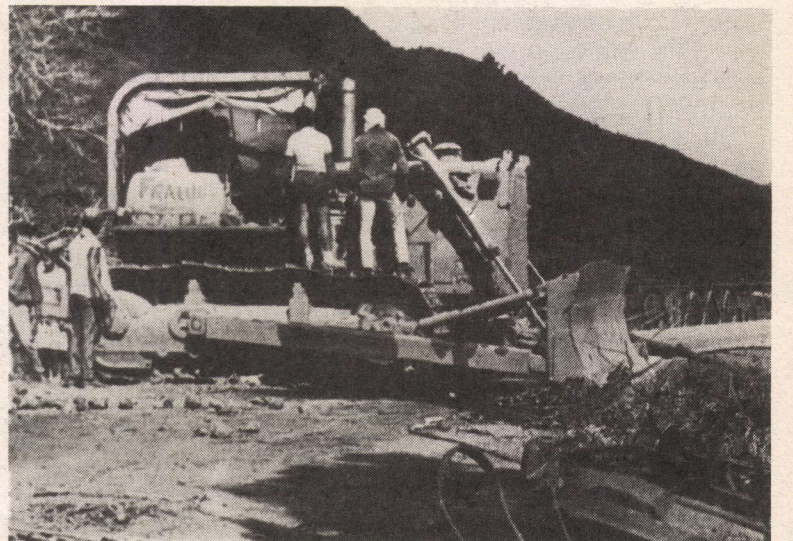
Nul doute que le gouvernement, contraint de reculer lors de la mobilisation populaire, vaille face à la campagne de la droite et à la pression des possédants en Guadeloupe, montrer que l'ordre colonial règne toujours.

La droite lui en saura-t-elle gré ? Il serait hasardeux de le dire. Tout autant que de prédire que les Noirs pauvres de la Guadeloupe accepteront que tout reprenne comme s'il ne s'était rien passé, voire pire, que la répression s'abatte à retardement sur les participants aux événements.

M. ROGIS

## □ Nouvelle-Calédonie

### A Thio, le gouvernement a reculé devant la population



Le barrage organisé par les habitants du village du Saint-Philippo II sur le pont du Père...

Après que ses gendarmes, cherchant à arrêter Marcel Moindou qu'ils accusent du meurtre d'un jeune caldoche, eurent été accueillis à coups de pierres par les habitants du village Saint-Philippo II, les autorités coloniales avaient choisi de hausser le ton, mobilisant à Thio 600 gendarmes, parmi eux des tireurs d'élite, quatre blindés, des hélicoptères. Dégage une première fois après de durs affrontements, le pont menant à la Société le Nickel était barré de nouveau, avec un énorme engin de la SLN, plusieurs maisons étant brûlées, ainsi que les bureaux de la SLN.

La population kanake avait montré qu'elle n'était pas décidée à se laisser intimider et avait exigé le départ de quatre gendarmes de la brigade locale, ainsi que le retrait des gendarmes mobiles. Les autorités, après avoir clamé partout qu'il était hors de question de négocier, ont cependant fini par le faire. Deux cents gendar-

mes mobiles ont été retirés de Thio, un des gendarmes locaux auquel les Kanaks reprochaient son hostilité a été envoyé en congés à Nouméa : c'est sur cette base que les dirigeants du FLNKS et les habitants de Saint Philippo II ont décidé la levée du barrage.

C'est ensuite qu'une centaine de Kanaks sont venus lundi, en plein Thio, à la Mairie, en ayant invité les Caldoches à dialoguer avec eux. Une soixantaine de Caldoches ayant accepté, il a été discuté des conditions de la réouverture de la mine, de la cohabitation entre les deux communautés. Certes, ce devaient être les Caldoches les moins hostiles. Mais cette réunion témoigne du poids que la communauté kanake a acquis par ses luttes et sa détermination dans cette ville de Thio.

Et si on peut s'attendre à de nouvelles tentatives répressives du pouvoir colonial, force est de constater qu'il est pour l'heure contraint au recul.

T.F.

## □ Maroc

### Solidarité avec les grévistes de la faim

Une délégation de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, menée par le professeur Minkowski, s'est rendue au Maroc pour rencontrer les prisonniers de la prison de Marrakech en grève de la faim pour l'obtention du statut de prisonniers politiques.

Le gouvernement marocain a refusé qu'elle rencontre les prisonniers, dont certains seraient dans le coma, et dont les parents sont sans nouvelles depuis le 17 juillet. Cependant, la délégation a été reçue par le ministre des Affaires étrangères qui lui a affirmé que les détenus sont en bonne santé, tout en précisant bien qu'il est hors de question pour le gouvernement de satisfaire leurs revendications.

Les assurances données sont bien vagues et le Pr. Minkowski a annoncé qu'il était prêt à se rendre souvent au Maroc et que « au vu des résultats, nous nous prononcerons d'une façon catégorique ». La délégation a cependant estimé que c'était un point positif d'avoir été reçue par un membre du gouvernement lui-même et on ne peut qu'espérer que, comme l'a déclaré la délégation, « le Palais est engagé par ses déclarations ».

Hassan II voudrait faire croire à la fiction d'un royaume au monarque éclairé et non tyrannique. Trop de bruit fait à l'étranger, notamment en France, autour de la répression qu'il exerce ne peut que nuire au tourisme en même temps qu'à son image personnelle.

Le gouvernement français posséderait, lui, des moyens de faire pression sur Hassan II, mais il se garde de les employer.

Il faut que la solidarité se maintienne et se renforce autour des prisonniers de Marrakech, et les aide à obtenir satisfaction.

## □ Algérie

### Grève de la faim de 14 prisonniers politiques

En Algérie, quatorze militants emprisonnés depuis le 5 juillet dernier ont entrepris mardi 30 juillet une grève de la faim.

Pour la plupart, opposants berbères, ils sont membres de la Ligue algérienne des Droits de l'Homme, fondée depuis le 30 juin, ou des « Comités des fils de Chaouda » (martyrs de la guerre d'Algérie), deux associations qui ne sont pas agréées par les autorités algériennes. Les familles des détenus ne savent pas ce qui leur est officiellement reproché. Par leur grève, les détenus réclament d'être considérés comme des prisonniers politiques et non comme des droits communs.

Mais en Algérie le statut de prisonnier politique n'existe pas.

Et quand on appartient à une

organisation d'opposants au régime, quand on distribue ou même on porte des tracts, quand on manifeste pour le 23<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance en marge des manifestations officielles on est accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat et détenu comme délinquant.

En outre ces militants protestent contre le transfert d'un des leurs, le chanteur kabyle Ferhat Mehenni, au quartier des condamnés à mort.

Les autorités ont tout de suite réagi pour tenter de briser la solidarité des détenus en les séparant dans deux prisons différentes.

23 ans après la libération de l'Algérie du jour colonial, la grève de la faim des prisonniers politiques montre que les libertés et les simples droits démocratiques sont encore à conquérir en Algérie.



# **GUADELOUPE**

Après les événements qui se sont déroulés du 24 au 29 juillet, nous publions ci-dessous quelques extraits de l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier*, dont les militants en Guadeloupe ont eux aussi été partie prenante dans la mobilisation populaire.

## ☐ Extraits de l'éditorial de *Combat Ouvrier* du 3/8/85

C'est le jour fixé par les organisations réunies le 22 pour amplifier l'action.

Au petit matin, des barrages sont dressés par des petits groupes de militants, aux différentes entrées de Pointe-à-Pitre.

A 7 h, la ville est bloquée. Rapidement, des jeunes, des travailleurs, viennent rejoindre les militants qui avaient débuté l'action.

Ils sont présents. Ils renforcent les barrages avec des carcasses de voitures, des fils de fer, jettent un arbre, vont chercher du matériel.

Ils suivront les forces de police jusqu'au pont de la Gabarre en leur lançant des pierres. Celles-ci se retrouvent coincées entre les militants qui bloquent le pont et ces manifestants en colère. Cela va occasionner en début d'après-midi la première charge de police où tous verront que le gouvernement a peur de l'ampleur que prend le mouvement et a choisi la force.

Aux environs de 17 h, autour de tous les barrages, de nombreuses personnes viennent discuter, soutenir, participer à l'action. Elles disent que la condamnation de Faisans est injuste, raciste. Elles parlent aussi de leur situation de tous les jours. « Il n'y a pas de travail », « La vie est de plus en plus

chère ». « Il y a trop d'injustice ». Elles disent aussi qu'il faut maintenir l'action jusqu'à la libération de Faisans.

Lorsque des charges de forces de répression vont se faire contre certains barrages, à Vieux Bourg Abymes, au Rond Point Miquel, à Grand Camp, ce sont des centaines de jeunes, d'hommes, de femmes, des quartiers pauvres surtout, qui se dresseront, prêts à remettre les barrages en place, quelques minutes après qu'ils aient été défaits.

Et quand, à la suite d'interventions confuses de militants d'organisations, il leur sera demandé de quitter certains barrages le mercredi soir, les manifestants vont répondre aux militants : « Si vous voulez partir, partez, mais nous, nous avons pris nos responsabilités et nous maintenons le barrage » (...)

En une journée le mouvement pour la libération de G. Faisans, parti des organisations, était devenu un vaste mouvement de protestation des pauvres, de larges couches de la population laborieuse, contre l'injustice, contre le racisme officiel et sa justice.

Après cette première journée, le mouvement n'est plus retombé. Il a soutenu les barrages pendant 5 jours, jusqu'à lundi matin.

## ☐ Du 24 au 29 juillet, un mouvement parti de plusieurs organisations qui s'est transformé en force par l'intervention des masses pauvres (extraits).

Cin jours de manifestations et de grèves ont eu raison de la justice coloniale. Georges FAISANS a été libéré !

Au cours des récentes journées de lutte on a vu les bien-pensants, les gouvernants, les partisans de l'ordre, s'indigner de quelques magasins vidés par des prétendus « pillards ».

C'est bien sûr tout un symbole que les voitures neuves du riche capitaliste Loret aient servi à constituer une barricade avant d'être enflammées par des manifestants, aux applaudissements de la foule des habitants des quartiers limitrophes de Grand Camp.

Bien sûr des manifestants ont brisé quelques vitrines de magasins appartenant à des Blancs !

Et pourquoi des pauvres ne profiteraient pas du moment où ils sont en force pour exprimer les sentiments que leur inspire la richesse et la domination raciale. (...)

On a vu que le Comité des organisations avait prévu deux jours de manifestation et que dès le deuxième jour les masses

poussaient en avant interdisant toute retraite sans satisfaction.

L'action commencée le mercredi dura jusqu'au lundi.

Alors les pauvres ont tout intérêt à ne confier à personne la conduite de leur lutte. Bien au contraire ! Tout dans leur comportement a montré au cours de ces chaudes journées du 24 au 29 juillet à quel point ils étaient prêts à assumer une telle direction. (...)

On a vu aussi des travailleurs, des jeunes de quartiers d'immigrés, originaires d'autres îles : Dominique, Haïti, St Domingue, se lier avec les Guadeloupéens en lutte.

Car dans la lutte l'origine nationale a disparu au profit de l'unité d'un peuple de Noirs pauvres. Et cela aussi à l'avenir les pauvres pourront l'étendre et se faire entendre de leurs frères des autres îles en dirigeant eux-mêmes leur lutte. Car il n'y a pas de raison que cette lutte reste limitée aux frontières de la Guadeloupe ou de la Martinique. Mais là aussi la condition indispensable pour y parvenir c'est que les Noirs pauvres créent leur propre direction dans la lutte. (...)



## ☐ Les vrais « pillers » sont dans les salons de la bourgeoisie, pas dans la rue (extraits).

« Dans la soirée du mercredi 24 juillet, le barrage était toujours maintenu sur le pont de la Gabarre. Les voitures qui n'avaient pas pu le franchir, avaient été laissées sur la chaussée. Des centaines de jeunes, d'hommes, de femmes, souvent venus des quartiers environnants, étaient massés autour du barrage.

C'est alors que les forces de répression décidèrent d'agir brutalement pour rétablir la circulation.

En quelques minutes, le quartier de Grand Camp fut inondé de grenades lacrymogènes. De nombreuses grenades offensives explosaient dans le ciel. En même temps les chars de CRS et gendarmes avançaient précédés d'un char anti-émeute, pour détruire le barrage.

Sur le pont de la Gabarre, ils écrasaient sur leur passage des dizaines de voitures qui étaient restées stationnées, provoquant la colère et la révolte chez les manifestants.

Ces derniers ne se laissaient pas faire pour autant. Ils refluèrent certes, mais certains, souvent des jeunes très déterminés, ripostaient en envoyant des pierres sur les forces de répression qui étaient passées à l'attaque.

C'est ainsi qu'ils se retrouvèrent à la hauteur du centre commercial de Grand Camp. Des roches volaient et des vitres ont volé en éclats. C'est bien de cette explosion de colère que partirent les scènes de « pillages » qui se sont développées dans les heures qui ont suivi l'attaque des forces de répression. En effet plus tard et le lendemain, des jeunes, des moins jeunes aussi, des femmes, une fois les magasins éventrés allaient se servir de ces multiples articles proposés, vantés, à la longueur de journée par toutes sortes de procédés publicitaires, mais qui sont réservés en fait à une petite minorité de la société.

Non, ce ne sont pas les riches,

les nantis les privilégiés qui se bouscullaient pour récupérer le matériel des magasins éventrés. Et pour cause ! Ils se sont déjà servis auparavant !

Ah ! Non ! Messieurs Audebert, Vivies et autres, désignés ouvertement comme les pillers de la SODEG ou d'autres détournements de biens, de milliards, n'étaient sûrement pas parmi ceux qui ont embarqué une télévision, une paire de chaussures chez BATA, ou deux côtés gauche de chaussure...

D'ailleurs lorsque ces grands messieurs, notables blancs, sont mêlés à une affaire de pillage, on parle pudiquement de « détournement », même s'il s'agit d'action préméditée et organisée. Et puis ils n'agissent pas par dizaine, voir centaines un jour de grande colère. Ils agissent méthodiquement avec quelques individus qui causent ou couvrent « un trou » de plusieurs milliards de centimes, comme le fameux déficit de la SODEG, ou encore celui d'Antilles Automobiles. »

## ☐ Au Rond-Point Miquel : un barrage qui a résisté à plusieurs attaques des forces de répression.

« Le barrage de Miquel fut construit à l'initiative des jeunes et de la population du quartier du Vieux Bourg Abymes. Ce barrage, installé à la force du poignet, avec des carcasses de voitures et des voitures de l'administration (des PTT, des pompiers) fut reconstruit après deux interventions des forces armées.

Quand l'administration coloniale se rendit compte que ni les grenades lacrymogènes, ni ses hommes armés ne faisaient peur à la population qui reconstruisait immédiatement les barrages, elle

tenta une autre opération de destruction sur le barrage du Rond-Point Miquel.

Le samedi matin, les militaires protégés par les forces armées entreprirent de déblayer le terrain : opération spectaculaire avec des pelles mécaniques efficaces et des camions destinés à transporter les carcasses de voiture et tout ce qui constituait le barrage.

Des centaines de jeunes et la population du quartier assistèrent aux opérations sans interve-

nir et chercher l'affrontement. Aussitôt que la route fut nettoyée et que les forces militaires se retirèrent, une marée humaine s'activa et en un clin d'œil le barrage fut reconstruit. Les engins les plus lourds furent tirés à bras d'homme. Une grosse voiture de pompier, en panne fut déplacée par câbles en moins d'une heure. Le nouveau barrage construit de matériaux très lourds ne pouvait plus être facilement enlevé si l'armée avait tenté de nouveau de le détruire avec des pelles mécaniques. »

## ☐ Le défilé du lundi : une manifestation populaire

« Lundi matin, dès l'annonce de la mise en liberté provisoire de Georges Faisans, une véritable explosion de joie se manifesta sur les différents barrages. Aussitôt des équipes se formèrent pour lever les barrages et rétablir la circulation.

Vers midi, plusieurs manifestants commencèrent à se rassembler au Rond-Point Miquel où régnait une ambiance de fête. Au son du gro-ka, des chants improvisés sur les événements étaient repris en chœur. Très nombreux des manifestants venus à pied de Destrellan avec des fleurs rouges rejoignaient Pointe-à-Pitre.

La manifestation s'ébranla difficilement en raison du nombre important de manifestants.

Près de 5 000 personnes s'étaient rassemblées. Le défilé partit du Rond-Point Miquel parcourut tous les quartiers populaires (Vieux Bourg Abymes, Bois-



sard, quartier de l'hôpital) ou les barrages s'étaient dressés.

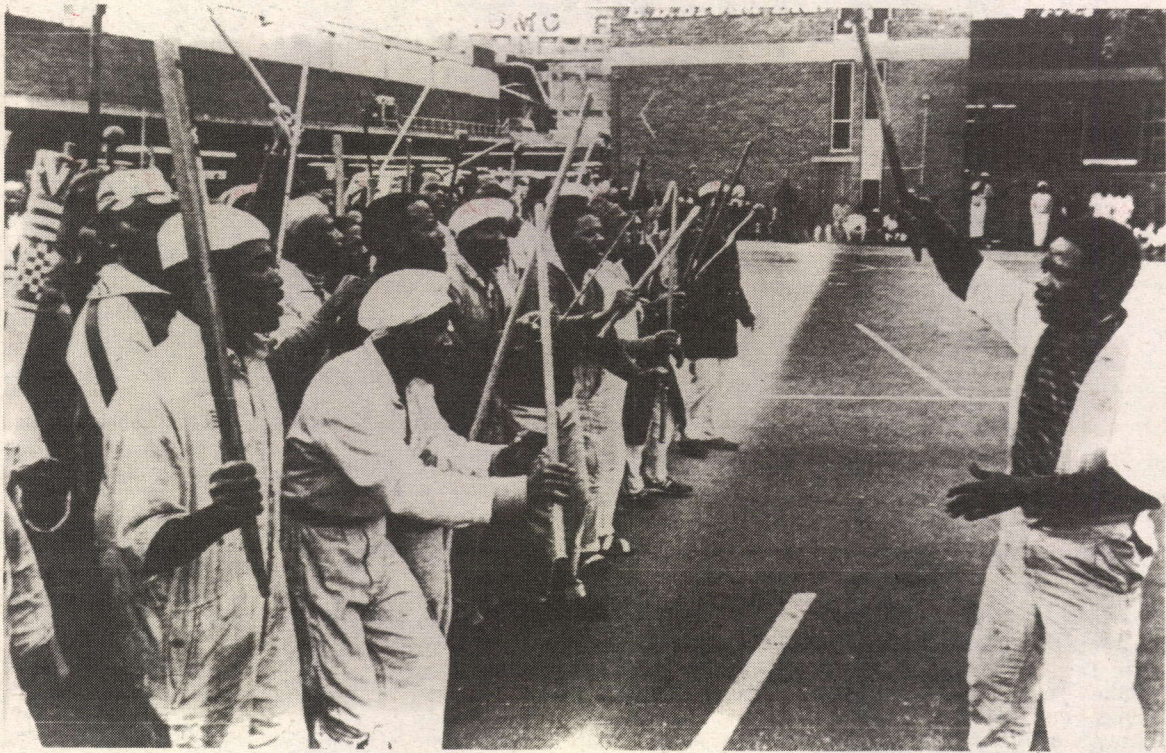
Durant tout son parcours le défilé fut chaleureusement approuvé par la population et renforcé par d'autres manifestants.

Cette manifestation contrôlée au départ par des organisations du comité de coordination qui formaient le cordon de tête du défilé fut rapidement pris en main par des milliers de jeunes et

de la population des quartiers. Un groupe de jeunes prit la tête du défilé avec un drapeau rouge qui avait été en permanence sur le barrage de Vieux-Bourg Abymes. Il était fait d'une chemise rouge hissée sur un long bâton. Pour eux, c'était leur manifestation car ils avaient été les défenseurs téméraires et acharnés des barrages, ils étaient ceux qui s'étaient affrontés aux forces de l'ordre colonial. »



## Des émeutes dans les cités d'ortoirs à la grève des mineurs



Manifestation de boulangers noirs à Durban il y a quelques jours. (AFP)

Plus de deux semaines après la proclamation de l'état d'urgence, bien que plus de 1 500 personnes aient été arrêtées, et qu'officiellement la police sud-africaine annonce plus de vingt morts parmi les manifestants, la population noire sud-africaine ne désarme pas. Les émeutes s'étendent même, puisque dans les ghettos de Durban (zone où pourtant l'état d'urgence n'est pas décrété), il y a eu de véritables batailles de rue quand la police a voulu disperser les manifestants venus protester contre l'assassinat de l'avocate de 22 militants anti-Apartheid dont le procès est en cours à Pietermaritzburg.

Manifestation également à Brantford, lorsque la police est venue perquisitionner et arrêter des membres de la famille de Nelson Mandela (le dirigeant de l'ANC emprisonné depuis plus de 20 ans) au cours de laquelle 30 personnes ont été arrêtées. Accrochage également dans la banlieue de Johannesburg et rassemblement d'un millier de

personnes (dont l'évêque Tutu) à Daveyton (township de Benoni) où l'armée avec hélicoptères et blindés avait bouclé la ville.

Mais si manifestations et émeutes, commencées depuis de nombreux mois déjà, ne s'arrêtent pas, malgré la déclaration de l'état d'urgence, l'ensemble du mouvement se verra renforcé par la grève des mineurs décidée pour le 25 août. En effet, le syndicat des mineurs, le NUM (National union of mineworkers) qui a réuni 3 000 personnes (dont 450 délégués syndicaux) samedi 3 août lors d'une assemblée convoquée pour décider de la grève, a annoncé la préparation de ce qui pourrait être le plus grand conflit du travail de l'histoire de l'Afrique du Sud. La grève toucherait 18 mines d'or et 11 mines de charbon, soit 240 000 mineurs noirs sur les 520 000. Le NUM se réclamant de 150 000 adhérents, c'est à la paralysie du secteur minier, secteur essentiel de l'économie de l'Afrique du Sud, que peut conduire le mot d'ordre donné.

Même si les objectifs sont des augmentations de salaires (le syndicat réclame 22 %), nul doute qu'il s'agit là d'une lutte politique contre le pouvoir blanc raciste. La presse signale d'ailleurs que le slogan « amandla » (le pouvoir) fut scandé de nombreuses fois lors de la réunion qui prit la décision d'appeler à la grève pour le 25 août.

Ecoliers, étudiants, travailleurs et pauvres des cités-dortoirs, ainsi que les mineurs peuvent de jour en jour prendre conscience de la force qu'ils représentent et de l'incapacité du pouvoir à les soumettre. Mais ils peuvent bien plus encore que résister ou paralyser ce pouvoir : ils peuvent le renverser et le prendre pour leur propre compte. Et c'est bien parce que les dirigeants politiques de pays occidentaux craignent cela qu'ils ont fait mine de désavouer très symboliquement le racisme officiel des dirigeants blancs sud-africains, en souhaitant qu'on ne puisse en arriver à une confrontation révolutionnaire.

## La terreur policière s'accroît, la révolte aussi

Voici comment un journaliste noir sud-africain, Bokwé Mafuna, se disant lui-même indépendant de toute organisation politique, et ayant informé des journaux et des radios françaises (dont *Le Monde Diplomatique* et *Radio France Internationale*) voit la situation actuelle en Afrique du Sud :

Je crois que la situation en Afrique du Sud se dégrade de jour en jour. C'est la même situation qu'en 1960, après le massacre de Sharpeville (où la police avait abattu « officiellement » 69 Noirs, en fait beaucoup plus), quand le gouvernement avait utilisé l'état d'urgence, à la fois pour mater la révolte dans tout le pays et pour rassurer les investisseurs en Afrique du Sud qui commencent à avoir peur de la situation et à retirer leur argent. L'état d'urgence en 1960 avait permis d'interdire les organisations politiques, l'ANC (African National Congress) et le PAC (Pan Africanist Congress) et avait servi à baillonner la presse pour qu'aucune information ne circule, ni dans le pays, ni au dehors du pays, sur ce que la police était en train de faire.

En 1976, après Soweto, le gouvernement n'a pas recouru à l'état d'urgence, mais ce ne sont pas les lois qui manquent qui lui donnent en fait les mêmes pouvoirs pour réprimer.

Aujourd'hui, la terreur policière s'accroît de jour en jour : la police fusille, emprisonne. Vous savez, il y a bien plus de 1 300 personnes actuellement emprisonnées, sans jugement, sans possibilité d'avoir un avocat. C'est une sorte de guerre que le gouvernement sud-africain a déclaré à la population.

— A Soweto, les étudiants et les lycéens étaient à la tête de la révolte. Qu'en est-il aujourd'hui ?

— A Soweto, c'était effectivement surtout des étudiants et des lycéens. Aujourd'hui, ce sont encore des étudiants qui se battent, mais plus nombreux encore parce que la plupart des étudiants de 1976 ont dû arrêter leurs études, chassés des écoles. La plupart d'entre eux se retrouvent dans la rue, sans travail. Il n'y a pas de chiffres de chômage pour la population noire, mais on parle de 25 % de la population active sans travail.

Mais il y a aussi les travailleurs qui luttent, parce que les syndicats mènent là-bas une lutte pour leur reconnaissance. Ils font des grèves pour les salaires, contre la répression policière, contre l'augmentation des loyers et des tarifs des transports.

— Quelle est l'attitude du reste de la population, Indiens et Métis par rapport à la lutte des Noirs ?

— On insiste beaucoup sur le rôle des Africains mais les Métis et les Indiens sont aussi

impliqués. On n'en parle pas parce que ce n'est pas commode pour la presse sud-africaine de dire que les Métis et les Indiens ont toujours rejeté les soi-disant réformes du gouvernement. D'ailleurs il faut rappeler que l'agitation qui secoue aujourd'hui mon pays dure depuis un an, depuis que l'an dernier le gouvernement a créé une chambre de Métis et une chambre d'Indiens dans le Parlement, chambres sans aucun pouvoir. Cette « réforme » de l'Apartheid en fait le renforçait parce qu'elle réaffirmait l'exclusion des Noirs de toute participation à la vie politique. Et comme les Noirs, les Indiens et les Métis ont rejeté cette « réforme ». De plus les émeutes ont lieu dans les villes industrielles, dans les provinces à l'est du Cap et là, les Métis et les Indiens sont peu nombreux à résider parce que la loi sur la séparation des races leur interdit de cohabiter avec les Noirs.

Ceci dit le gouvernement sud-africain essaye de gagner la confiance des Métis et des Indiens. La répression contre eux est moins violente que contre les Noirs. Et c'est dû au fait que les Blancs cherchent à utiliser les Métis, pour leur faire jouer le rôle de l'encadrement dans l'armée sud-africaine.

C'est d'ailleurs une des raisons de la « réforme » de l'an dernier : permettre aux Métis et aux Indiens, désormais reconnus comme citoyens, d'entrer dans l'armée. En fait pour les Blancs c'est le problème de leur sécurité et pour elle, ils sont prêts à quelques réformes, pour finalement protéger leurs intérêts.

— On a beaucoup parlé de Desmond Tutu, le prix Nobel de la Paix. Que pouvez-vous nous dire de l'influence de l'Eglise ?

— Depuis des années l'Eglise a toujours été respectée et suivie par la population. Mais il existe en Afrique du Sud des Eglises qui n'ont rien à voir avec les Eglises officielles, des Eglises « authentiques », des Eglises noires qui ne sont pas connues en Occident. Ces Eglises non reconnues sont bien plus influentes que Desmond Tutu, qui lui appartient à une Eglise reconnue, officielle, à qui la presse donne beaucoup d'importance, parce que ce sont des Eglises de Blancs, dont on peut contrôler l'idéologie et dont on peut reconnaître les leaders, qu'on essaye d'imposer à la population.

Mais les gens, s'ils respectent Desmond Tutu, ne l'écourent plus, ne font pas ce qu'il dit, car il leur dit qu'il ne faut pas avoir recours à la violence, alors qu'aujourd'hui les gens vivent dans la violence que l'Etat sud-africain leur impose. Ils sont en face de la violence étatique, eux qui n'ont pas les moyens de se défendre. C'est au gouvernement que Desmond Tutu devrait s'adresser, pas aux gens victimes de la violence gouvernementale ! »

## Les Blancs ont l'horizon kaki

Les Blancs en Afrique du Sud paient, à leur manière, la politique de l'Apartheid. Le journal *Jeune Afrique* du 7 août rapporte à ce sujet quelques faits significatifs. Près d'un million de personnes possèdent, dans la communauté blanche, une arme à feu. Cela fait pratiquement une arme par famille. Dans les écoles, des cours de tir sont organisés. Le service militaire, effectué à 18 ans, dure 24 mois, et peut se passer dans des conditions difficiles, en Namibie, pays voisin que l'Afrique du Sud occupe

militairement et dans lequel elle se heurte à une guérilla.

Libéré du service militaire, le jeune Blanc n'en a pas pour autant fini avec l'armée. Il lui doit encore de longs mois d'entraînement après lesquels il est affecté à la force de réserve active. Membre de cette force, il peut être mobilisé pour des périodes de 12 jours jusqu'à ses 55 ans. Il faut dire que l'armée strictement permanente ne compte que 17 000 hommes et a mis au point un système destiné à mobiliser rapidement jusqu'à

400 000 hommes, soit, parmi les Blancs, « presque un homme sur cinq, enfants et vieillards compris ».

Pour maintenir l'Apartheid, pour faire face aux explosions de colère de la population noire, pour imposer l'oppression raciale et l'exploitation de millions de pauvres noirs, métis, indiens, l'Etat sud-africain doit transformer en gardiens de l'ordre les Blancs. Et c'est une démonstration de plus qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut vivre libre.

P. LEMOINE



# La catastrophe ferroviaire de Flaujac

## □ Un responsable, oui : les pouvoirs publics

Il aura fallu les trente-trois morts et les cent blessés de la catastrophe de Flaujac, dans le Lot — et ce bilan est provisoire — pour que l'on sache quel cas les responsables du service public que prétend être la SNCF font de la sécurité des voyageurs et des cheminots. On nous dit que si samedi dernier, jour de grand trafic, un train Corail a heurté de plein fouet et en pleine vitesse une micheline sur une petite ligne intérieure qui est à voie unique, c'est à cause de l'erreur humaine de l'employé qui remplaçait le chef de la petite gare d'Assier. Mais, tout le monde le reconnaît aussi, cette erreur humaine n'aurait jamais eu comme conséquence une telle catastrophe si la direction de la SNCF et les pouvoirs publics, par souci d'économies et de rentabilité n'avaient pas pris eux-mêmes des risques conscients avec la peau des autres.

Car une erreur humaine, on le sait, est toujours possible. C'est pour cela qu'il faut mettre des garde-fous : en multipliant les hommes qui peuvent veiller à la sécurité, en utilisant les systèmes de sécurité les plus modernes. Or c'est exactement l'inverse que fait la SNCF.

Quand ces lignes à voie unique ont été construites, il y avait plus de cheminots dans toutes les petites gares qui s'échelonnaient le long du parcours. Ils étaient plus nombreux à voir et prévenir les défaillances humaines ou techniques. Un code précis entre conducteurs limitait les risques d'erreur. Depuis des trains de plus en plus rapides ont emprunté ces voies, les risques se sont donc accrus, mais on a réduit le personnel sans que cela soit compensé par la mise en place d'équipements modernes. Pourtant il existe des dispositifs qui permettent qu'un train s'arrête automatiquement quand la voie sur laquelle il circule est encombrée. Néanmoins plus des deux tiers des lignes à voie unique — celles justement où les risques de collision sont les plus grands — n'en sont pas équipées. Bien plus, elles ne sont même pas équipées d'un système permettant de communiquer avec le conducteur du train — c'est pourtant justement sous le prétexte de la modernisation qu'on a réduit à

un seul individu l'équipage des locomotives. Et c'est ainsi que l'employé de la gare d'Assier, après avoir vu qu'il avait autorisé à tort la circulation du train, et alors qu'il aurait encore eu le temps de l'arrêter, s'est trouvé réduit à l'impuissance.

C'est à cela que conduisent les plans de rentabilisation de la SNCF qui se succèdent depuis plus de dix ans. On fait des économies en réduisant les effectifs. Et l'on remplace les hommes par les machines quand c'est rentable, quand cela rapporte.

Alors on a bien pensé à outiller toutes les petites gares des petites lignes en machines à composer les billets ! Et l'on a modernisé quand cela pouvait donner un prétexte pour faire payer l'usager ou quand cela donnait un débouché pour les capitalistes qui fabriquent le TGV et le matériel de pointe.

Mais on n'investit ni en fonction de l'intérêt des usagers, ni en fonction de l'intérêt des cheminots qui eux aussi sont de plus en plus exposés à des risques sans que personne n'en parle. Car dans les chiffres de morts que publie la SNCF aujourd'hui, elle oublie les dizaines de travailleurs du rail qui, ces dernières années, ont payé de leur vie, sur toutes les lignes, la même désinvolture des responsables de ce secteur.

Aujourd'hui les dirigeants de la SNCF expliquent docement qu'équiper les lignes à voie unique de façon que la sécurité soit assurée, cela coûterait trop cher. Cela veut dire que les responsables de la catastrophe de Flaujac ont bien l'intention de continuer à prendre le risque d'autres catastrophes semblables à l'avenir. Cela veut dire qu'ils n'ont pas l'intention de déboursier davantage pour la sécurité. Un tel cynisme qui montre que le tragique avertissement de samedi dernier ne suffit pas, en mériterait un autre de la part des travailleurs de ce pays, cheminots ou pas. Les dirigeants de la SNCF, les pouvoirs publics mériteraient, oui, ce qu'en d'autres temps peut-être les syndicats auraient eu à cœur d'organiser : un mouvement de protestation, une grève qui leur fasse peur et qui leur montre que les travailleurs savent qui sont les responsables et les coupables.



## Les « priorités » de la SNCF

La catastrophe de Flaujac a fortement surpris l'opinion publique qui, en apprenant les circonstances exactes de cet accident, se demande encore comment cela est possible !

Ce n'est pas la première fois qu'un tel accident se produit. Il y a quatre ans, sur cette même ligne, une machine était partie sur la voie unique alors qu'un train de marchandises circulait déjà dessus en sens inverse. La collision n'avait pas pu, là aussi, être évitée et un des conducteurs avait été tué.

Il existe 19 000 km de lignes à voie unique, les trains se croisant normalement en gare, sur les 34 700 km du réseau SNCF. Sur 9 000 km à voie unique empruntés par des trains de voyageurs, 6 500 km n'ont aucune installation matérielle de sécurité. Celle-ci repose uniquement sur les cheminots qui font circuler les trains, téléphonant d'une gare à l'autre, comme cela se pratiquait il y a 60 ans, alors que les trains roulaient deux à trois fois plus vite.

Et si dans les gares les signaux sont inexistantes, il n'y en a pas non plus entre elles. De plus il n'y a aucune possibilité de communiquer avec le convoi une fois que celui-ci est parti.

On voit ainsi les raisons qui ont fait qu'une simple erreur est devenue une catastrophe.

Pourtant des systèmes de sécurité existent depuis longtemps à la SNCF ; ils sont bien connus des cheminots. Par exemple sur la voie unique qui relie Juvisy à Rungis et où circulent des dizaines de trains

par jour il existe une signalisation automatique lumineuse dans les deux sens, rendant la rencontre de deux trains face à face ou le rattrapage, normalement impossible.

Quant aux liaisons radio, permettant la communication des gares avec le mécanicien, cela aussi ça existe ! La SNCF a d'abord équipé tout le réseau banlieue de la région parisienne, puis des grands axes comme Paris-Marseille et maintenant Paris-Bordeaux. Et là il s'agissait pourtant de lignes équipées depuis longtemps d'installations de sécurité déjà éprouvées (signalisation automatique lumineuse : les signaux se mettent au rouge automatiquement au passage du train).

Mais si la SNCF a justement choisi en priorité ces lignes-là, c'est parce qu'elle avait quelque chose à y gagner. En effet, une fois la radio installée, elle a décidé de faire circuler les trains avec le seul conducteur à bord en supprimant l'aide conducteur sur les grandes lignes et l'agent de train sur le réseau banlieue. Cela s'est traduit par des centaines de cheminots en moins.

Mais sur les « petites » lignes à voie unique, de ce point de vue, elle n'a rien à gagner. C'est pourquoi rien n'a pratiquement changé depuis 60 ans. C'est toujours le sacrosaint règlement qu'on demande aux cheminots d'apprendre par cœur. Ensuite on l'applique comme on peut. Le jour où il y a un pépin, la

direction ressort son règlement et trouve facilement un « lampiste » pour dégager sa propre responsabilité.

L'inculpation par le juge d'instruction de notre camarade Yves Saliens ne changera rien au vrai problème, tous les cheminots le savent bien. La direction de la SNCF également, mais sanctionner ou rendre responsables les travailleurs du rail ne coûte rien et lui donne bonne conscience. Pour nous, c'est la SNCF et elle seule qui est responsable de cet accident.

Paul Quilès, ministre des Transports, a annoncé au lendemain de la catastrophe le doublement du programme des travaux d'installations de sécurité (800 km de lignes par an au lieu de 400 km)... Il n'en faudra pas moins de 8 ans pour que soient équipés les 6 500 km dépourvus de sécurité, ce qui signifie que les risques d'accidents ne sont pas prêts d'être écartés.

Des installations radio à structure allégée qui permettent la communication de postes fixes à des postes mobiles existent aussi (exemple les taxis-radio, les bus parisiens) et ne nécessiteraient pas de grands investissements. C'est uniquement par souci d'économie que la SNCF n'en a pas fait installer.

Ces économies sur la sécurité à une époque où un seul train peut transporter de 1 500 à 1 800 voyageurs, se sont à Flaujac, une fois de plus, avérées criminelles.

Correspondant LO - SNCF

## 50 ans de suppressions d'effectifs

Les effectifs de la SNCF sont passés de 514 000 en 1938 à 250 000 en 1985, ce qui fait une moyenne de 6 000 suppressions de postes par an, rythme que la SNCF promet de poursuivre au moins jusqu'en 1989. Dans cette période on a, bien sûr, assisté à des fermetures de lignes (ainsi 10 000 km ont été fermés entre 1961 et 1981), mais par ailleurs le trafic s'est accru.

Sur les lignes à voie unique, le trafic pouvait être surveillé à partir de nombreuses petites gares qui ont été peu à peu fermées, à partir de postes de gardes-barrières qui ont été peu à peu supprimés. Par exemple, avant 1970, il y avait

encore un garde-barrières au Pas-de-la-Clède à 50 mètres du lieu où a eu lieu l'accident et un chef de gare à Flaujac qui depuis ont été supprimés et auraient pu donner l'alerte au moyen de pétards ou de torches.

Le nombre des agents a aussi diminué dans les gares qui sont restées ouvertes. C'est ainsi que le chef de gare intérimaire d'Assier devait délivrer des billets, renseigner les usagers, enregistrer des bagages... et penser en même temps à consulter le tableau de circulation des trains dont dépendait la vie des usagers.

A.L.

## La justice ne s'occupera que du lampiste

« Au vu du dossier et des rapports d'enquête de la gendarmerie, il est peu probable que d'autres inculpations soient prononcées. La faute de M. Saliens est flagrante. Le reste concerne la SNCF. Si la sécurité est insuffisante sur son réseau, c'est un problème interne ». Voilà ce qu'a déclaré le juge Fajolles, chargé du dossier.

Jugés avant d'être entendus, les responsables de la SNCF peuvent être tranquilles, ils ne seront pas éclaboussés par l'affaire.

Ainsi, dans un service public on peut être irresponsable avec la sécurité, le tout est de ne pas être un simple employé mais un dirigeant. Cela devient alors un « problème interne ».





## Trop de fruits, trop de légumes ? Non ! Trop de gâchis !

Des tonnes de tomates dans les décharges de Marseille... (AFP)

Comme chaque année, des milliers de tonnes de fruits et légumes sont jetés et détruits.

Cette destruction massive est sans doute l'une de celle qui frappe le plus, parce qu'elle est la plus voyante : les fruits et les légumes ne peuvent être stockés, comme le beurre par exemple, avant d'être détruits.

Pourtant, la destruction des fruits et légumes ne représente qu'une toute petite partie du gâchis annuel de nourriture.

Il ne se passe pas de mois sans que les agriculteurs manifestent, parce qu'ils ne peuvent pas vendre leur production.

Ils manifestent bien sûr chacun à leur manière ! Il y a les gros producteurs, les céréaliers, eux posent leurs conditions à la Commission de Bruxelles ; ils menacent

par exemple de faire la grève des ventes si le prix du quintal de blé est fixé en dessous de 120 F

Il y a les éleveurs et les producteurs de fruits. Parmi ceux-ci, on trouve beaucoup de petites et moyennes exploitations. Les premiers, pour en appeler à l'opinion publique, défilent avec leurs vaches, les autres en sont réduits à déverser leurs productions dans les rues.

On nous dit, pour expliquer tout cela, que « l'état de surproduction » est « latent » dans toute l'Europe agricole.

Mais par rapport à quoi y a-t-il donc surproduction ? Par rapport aux besoins ? Non ! Le *Figaro* le déclare clairement, à propos des céréales : « Les débouchés se rétrécissent en Europe » et on « ne trouve pas suffisamment d'ouverture vers des pays tiers de plus en

plus insolvables ». Pas d'argent, pas de céréales !

Et il y a aussi trop de viande : suite à un « excédent » de lait, dans la Communauté européenne, des primes à l'abattement des bovins ont été accordées ; on a beau les congeler, il y a trop de viande par rapport au marché et les cours s'effondrent.

La réponse de la commission européenne à tous ces soi-disant « trop », c'est un « moins » : il faut éliminer les surplus et « geler » les terres.

Alors, évidemment, il y aura de nouveaux « trop » : trop de paysans, qui ne pourront plus payer leurs crédits, trop de machines agricoles, trop d'engrais, donc, peut-être, trop d'ouvriers dans les usines qui les produisent...

Pendant ce temps, en Europe même ; beaucoup de ménages rognent sur les

dépenses de nourriture ou manquent carrément de certains produits. Mais surtout, dans bien des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale et d'Amérique Latine, des populations entières manquent du nécessaire, ou souffrent, voire meurent de faim.

Reste à la population laborieuse, aux travailleurs des villes et des champs, à prendre conscience que décidément ce système est « trop » pourri et que c'est le capitalisme qu'il faut mettre à la décharge. Ils ne manqueraient alors pas d'idées et d'initiatives pour produire en fonction des besoins réels des gens, au lieu de laisser ceux qui dirigent aujourd'hui la société jouer avec la production agricole comme ils le font avec la production industrielle comme on joue au Monopoly !

A. TORADE

### La crise dans le panier du vacancier !

Une enquête effectuée par les correspondants du *Figaro* dans un certain nombre de stations balnéaires fait état des constatations des commerçants : bouchers et charcutiers, commerces de fruits et légumes, et même les grandes surfaces (sur lesquelles paraît-il les vacanciers se ruent) se plaignent : les Français, paraît-il, consomment moins...

Les tomates, les nouilles, les œufs et les yaourts : voilà quel serait, d'après un représentant d'une chaîne de grandes surfaces, le nouveau menu de base des couches populaires françaises en cet été 1985...

### Concentré de décharge

1000 tonnes de tomates ont été jetées le 1<sup>er</sup> août dans une décharge de Berre (Bouches du Rhône). Les producteurs de tomates offraient leur production à 90 centimes le kg, à ce prix-là, elle ne trouvait pas preneur dans le circuit classique du marché. Trop chère.

En dessous de ce prix, les producteurs ne couvrent plus leurs frais, ce qui, du moins pour les moins riches d'entre eux est un réel problème.

Alors le gouvernement a racheté le surplus... pour le jeter.

Le contribuable aura ainsi le plaisir d'avoir participé à l'achat de tomates, sans en avoir vu la couleur.

### Poussins au fond du Nil en Egypte

4,5 millions de poussins ont été détruits par noyade dans le Nil, sur ordre du directeur de la compagnie nationale de production de poulets, 40 000 ont été rôtis vifs, 30 000 exterminés par les autorités sanitaires de l'aéroport du Caire, leur destinataire — qui les avait pourtant achetés en devises fortes à l'Allemagne de l'Ouest — n'ayant pas jugé utile de venir les retirer : du fait de la surproduction de poulets, le commerce ne lui en paraissait plus rentable.

Dans cette même Egypte, où la viande est loin d'être à la portée de

tous (70 % de l'apport calorique journalier des populations urbaines est apporté par le pain, et les 3/4 de la population rurale souffrent d'un déficit en protéines) le gouvernement qui se permet d'ailleurs tous les cynismes mène des campagnes à la télévision pour reprocher à la population de ne pas manger tout le pain rassis et de le conserver pour nourrir les bêtes : ce qui constituerait un inadmissible gâchis.

Quant au poulets détruits, ma foi, il faut bien que les producteurs maintiennent leurs profits !

### Les hommes ne relient plus les hommes en PCV

A partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain, il ne sera plus possible d'appeler son correspondant en PCV sur le réseau du téléphone. Le ministère des PTT vient en effet de décider de supprimer ce service qui permettait à une personne démunie d'argent et isolée d'appeler un membre de sa famille ou un ami sans avoir à régler elle-même la communication dont le prix était payé par le correspondant.

Le prétexte invoqué est que le personnel employé au 10 (le numéro des PCV) coûtait trop cher par rapport aux recettes procurées par ce service (un appel en PCV était tout de même facturé 13 F à la personne appelée en sus du tarif normal de la communication).

Les entreprises ne seront pas gênées par cette suppression puisqu'elles ont la possibilité d'utiliser un numéro vert sur lequel la communication est gratuite pour celui qui appelle. Il n'en n'ira pas de même pour les autres usagers.

La direction des PTT prétend que le service supprimé sera en fait assuré d'une autre façon par l'intermédiaire des cabines téléphoniques publiques dotées d'un numéro auquel on peut demander à son correspondant de rappeler. Un seul ennui que les PTT oublient hypocritement de mentionner : les cabines publiques détériorées sont très nombreuses à rester des mois hors d'état de fonctionner. C'est d'ailleurs sciemment que les PTT ne réparent pas beaucoup de ces cabines qu'ils ont l'intention de rééquiper en appareils fonctionnant avec des cartes à mémoires sur lesquelles seront débitées les communications.

Le téléphone peut sauver une vie disent les affichettes dans les cabines. Les PTT eux offrent chaque jour la preuve qu'ils pensent surtout à sauver leur argent.

### Boulot dodo

Un électricien de permanence de nuit s'était assoupi par deux fois sur sa chaise entre deux appels de dépannage.

Conséquence : il fut licencié. Un jugement confirmé par la cour d'appel de Caen entérina le licenciement. Mais la Chambre sociale de la cour de cassation a rendu un arrêt opposé la semaine dernière, estimant que ce n'était pas dans ce cas « une cause sérieuse de licenciement ».

Il est vrai qu'il arrive même que des juges s'assoupissent pendant les plaidoiries, alors qu'ils ne siègent même pas en séance de nuit !

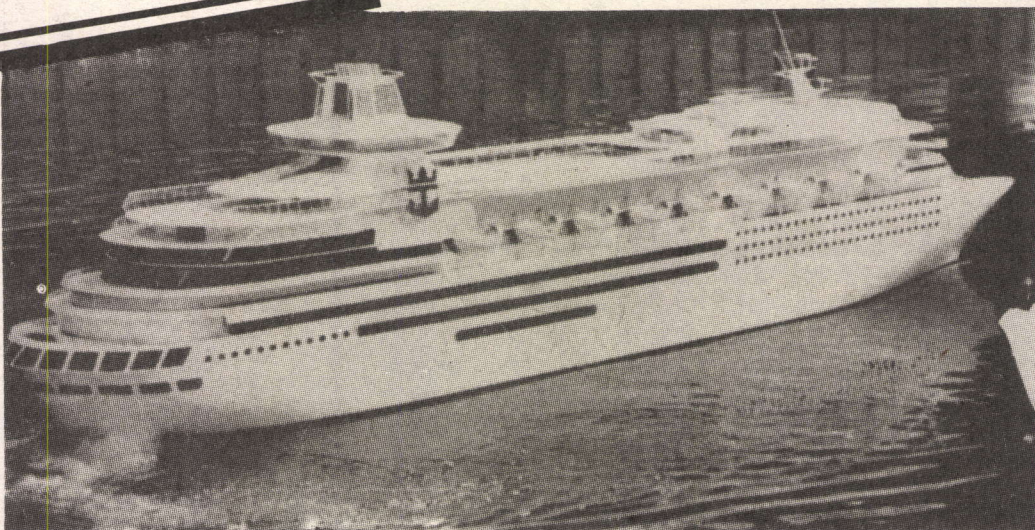
Quant au patron licencié, si on appliquait la loi du talion, c'est lui à qui les travailleurs devraient empêcher de fermer l'œil !



dans  
les entreprises

## □ ALSTHOM ATLANTIQUE (St Nazaire)

# La commande d'un paquebot géant n'écarte pas les menaces



La maquette du paquebot commandé

« Super gros lot à Saint-Nazaire, « Fabuleuse commande ». Le paquebot géant commandé par la Compagnie Royale Caribbean Cruise Line » (RCCL) norvégienne a fait les gros titres de la presse. Cette commande apporte 4 millions d'heures de travail aux chantiers et 3 millions environ aux entreprises sous-traitantes de la région.

Mais si dans la presse écrite ou parlée on a pu entendre le point de vue des patrons, du gouvernement, des syndicats qui ont tous affiché leur satisfaction, pour avoir le point de vue des travailleurs, il fallait aller dans les ateliers, les bords, les bureaux. Et là, l'euphorie affichée par les politiciens ou les exploiters, n'était pas de mise.

Bien sûr, personne ne craque sur cette commande dont d'ailleurs on nous rabattait les oreilles aux chantiers depuis plusieurs mois. Mais dans le même temps, si les travailleurs ont discuté de la commande, c'est surtout pour commenter les propos tenus par le directeur de l'Alstom St-Nazaire la veille à la télévision. Monsieur d'Acremont a clairement dit que le contrat n'avait été signé qu'à la condition que les travailleurs des chantiers acceptent de « lourds sacrifices » et « crachent dans leurs mains ». Le lendemain d'ailleurs, il a fait préciser dans l'entreprise, par l'intermédiaire des chefs, que ce paquebot n'avait été obtenu « qu'avec de hauts risques », délai raccourci de 4 mois par rapport aux pratiques habituelles pour ce genre de production, horaires serrés etc. De plus malgré la commande, le plan de licenciement par les congés conversions est maintenu. Ce plan prévoit de ramener les effectifs de 5 600 actuellement à 5 100 à la fin 1986.

Voilà de quoi ont discuté les travailleurs dans les ateliers, aux « Boirchos » ou à la cantine. Les travailleurs restent les pieds sur terre, et si la commande apporte un soulagement dans l'immédiat, l'avenir est tout aussi sombre malgré le paquebot. Le chômage partiel semble maintenu jusqu'en septembre, avec des horaires hebdomadaires variant de 27 heures, 30 h 80 ou 36 h selon les différents secteurs. Par contre la flexibilité est à l'ordre du jour plus que jamais, tout ceci explique le manque d'euphorie au sein de l'entreprise, contrairement aux différents commentaires que l'on pouvait lire dans la presse. Aux chantiers, cela discutait bien plus de culot du patron qui, tout en annonçant la super commande, laissait ouvertement comprendre qu'on devait en baver encore plus.

Ce qui se discutait aussi c'est le prix du paquebot : 175 millions de dollars soit 150 milliards de centimes environ. Voilà le prix de ce gadget pour quelque 2 500 riches passagers. Ainsi quel-

ques oisifs fortunés pourront passer du bon temps sur les eaux des Caraïbes. La presse parle de 15 000 à 30 000 dollars par personne le coût de la croisière, sans compter les petits à-côtés.

Les armateurs n'ont pas été séduits seulement par notre soi-disant « savoir faire », mais surtout, sans doute, par l'aide fabuleuse de l'Etat, dont on nous cache d'ailleurs le montant. La presse a parlé d'une aide d'au moins de 700 millions. En pleine crise c'est bien la preuve que de l'argent il y en a ! Pas pour les chômeurs, les travailleurs, quand le gouvernement ouvre toutes grandes les caisses de l'Etat, c'est pour des trusts, comme l'Alstom qui dans l'affaire, une fois de plus va pouvoir voir ses profits augmenter comme ce fut le cas en 1984. En effet, au mois de juin, la direction nous annonçait en même temps que la participation était nulle, que l'Alstom voyait ses bénéfices grimper de 10 %. Les actionnaires avaient à se partager la coquette somme de deux milliards 500 millions. Comme précisait la note « grâce aux efforts de tous ». Elle aurait pu ajouter... des travailleurs surtout ! Car dans le même temps, nous, nous avons vu notre pouvoir d'achat baisser de 1500 F par mois entre le chômage partiel et l'inflation.

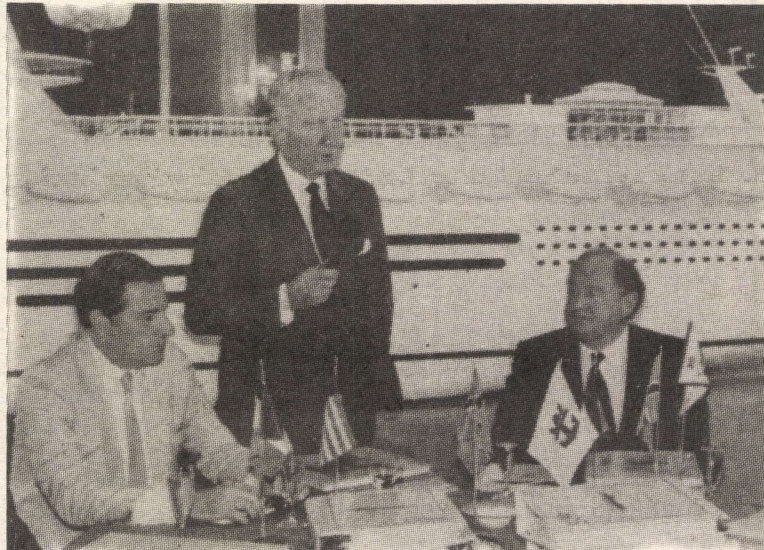
Alors oui les patrons peuvent être euphoriques avec cette commande du super-paquebot. Elle leur rapportera gros, grâce à l'argent des

contribuables.

Mais si la mine réjouie des exploiters se comprend, on est en droit de se poser quelques questions quand à celle affichée par tous les syndicats. La CGT n'hésite pas à parler comme les patrons dans cette affaire. Pour la CGT, si les armateurs nous

ont choisi, c'est parce que nous sommes « compétitifs » !... Elle n'hésite pas d'ailleurs, sans nous demander notre avis, de proposer aux patrons, à travers un communiqué de presse, d'accepter les délais... en échange... d'une prime !

Correspondant LO



Les huiles d'Alstom et les armateurs viennent de signer le contrat... et demandent aux travailleurs de « cracher dans leurs mains » pour travailler plus vite !

## □ CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Paris 15<sup>e</sup>)

# Quand syndicats et direction vont main dans la main

Il y a 3 semaines un employé embauché sous contrat à durée déterminée renouvelé déjà plusieurs fois a saisi la Commission paritaire nationale afin d'obtenir son embauche définitive. Il la demandait aussi pour les agents dans le même cas que lui. Il était soutenu dans sa démarche par la CGT employés.

En effet, l'article 17, alinéa 2 de la Convention collective prévoit que c'est seulement « exceptionnellement et pour un travail déterminé, qu'il pourra être procédé à l'embauche de personnel temporaire pour une durée déterminée et au maximum pour 3 mois qui pourra être renouvelée une fois ».

Mais par tract, les syndicats FO, CFTC et CFDT ont considéré que « traiter ce problème sous le seul angle des textes risquait d'aboutir à des gains de droit pour quelques agents et des cessations de contrat pour la très grande majorité ». Des pressions ont été exercées sur lui par quelques stagiaires

sous contrat.

La direction s'est jointe à ce concert, en envoyant un télex le 10 juillet à tous les directeurs d'unités de gestion, leur demandant de bien vouloir cesser à cette date toute embauche ou tout renouvellement de contrat à durée déterminée. Face à ces pressions, l'employé a suspendu sa demande en Commission paritaire nationale.

Il est facile de reprocher à un employé de se défendre tout seul, alors que la moindre des choses aurait été que les syndicats l'aident en organisant la lutte de tous les stagiaires. A moins que les syndicats n'attendent que les stagiaires soient licenciés comme en juillet 1984 pour appeler le personnel et les stagiaires à faire grève ? De toute manière, pour faire reculer la direction pour qu'elle embauche tous les stagiaires, le personnel et les stagiaires devront s'organiser pour agir tous ensemble.

Correspondant LO

## □ BNP-BARBES (Paris 18<sup>e</sup>)

# La CFDT complice des patrons

Le 17 juillet dernier, patronat et organisations syndicales — sauf la CGT — signaient un protocole d'accord concernant « l'allocation de fin de droit » des chômeurs. Cela s'est traduit, sur la paye de juillet des employés, par une augmentation de 0,20 % de la retenue ASSÉDIC.

A la BNP-Paris, la CFDT s'en est expliquée dans un tract distribué aux employés :

« En fait, sur un salaire brut de 6 000 F 0,2 % représente 12 francs. Qui d'entre nous refuserait de donner cette modique somme si quelqu'un de sa famille était au chômage et qui plus est en fin de droit ? » Et elle ajoute : « Nous devons donc être sincères

quand nous parlons de solidarité et ne pas toujours penser que nous sommes à l'abri de quelque malheur que ce soit ».

Solidaires des chômeurs ? Mais nous, les travailleurs, nous le sommes déjà et bien plus que n'a l'air de le penser la CFDT : comment vivraient tous ces jeunes à la recherche d'un premier emploi, comment vivraient ces familles quand c'est le père ou la mère qui sont privés de leur salaire, si justement la solidarité n'existait pas ?

Mais dans son plaidoyer apparemment si généreux, la CFDT passe sous silence le principal : c'est à nous travailleurs qu'on demande de payer encore plus, alors que les

patrons ne déboursent pas un sou de plus. Pourtant les bénéfices faits par la BNP cette année sont plus que substantiels ; la CFDT ne peut pas l'ignorer, la direction elle-même s'en est vantée.

Les réactions des employés, dont des syndiqués CFDT, devant ce tract hypocrite et pleurnichard n'ont pas manqué.

Parce que, pendant que la CFDT fait semblant de s'apitoyer sur le sort des chômeurs, le patronat avec sa complicité nous pénalise encore. Mais à trop chercher dans nos poches, il va finir par nous en faire sortir les poings.

Correspondant L.O.



## Les nettoyeurs des trains en grève

Pendant plusieurs semaines les trains au départ d'Austerlitz sont restés sales ; il n'y avait pas d'eau dans les toilettes et WC, les poubelles n'étaient pas toujours vidées. C'était dû au mouvement de grève des employés de l'USP, une entreprise privée de nettoyage qui travaille pour le compte de la SNCF et qui emploie en grande majorité des travailleurs immigrés.

Sur le Sud-Ouest, l'USP est installée un peu dans toutes les gares mais le chantier principal c'est surtout Massena où elle emploie 396 travailleurs.

Ces entreprises de nettoyage sont nombreuses à travailler pour la SNCF et se font concurrence entre elles lors des signatures de contrat pour remporter le marché, la SNCF payant les heures de nettoyage. Les entreprises privées, elles, se rattrapent sur les salaires. Ce système permet à la SNCF de se dédouaner facilement : « Ce conflit est interne à l'USP... aucune raison de s'immiscer dans le règlement de ce conflit... ». Par contre l'hygiène, la propreté des trains c'est l'affaire de la SNCF et elle n'hésite pas à prêter main-forte à la direction de l'USP. C'est ainsi qu'elle laisse faire l'embauche à la sauvette par l'USP de travailleurs ceylanais, sans contrat à notre connaissance, ou en utilisant des chemins pour certains travaux et en fournissant une remise servant de vestiaire et de réfectoire aussi bien que pour stocker le matériel.

A Massena la grève a duré douze jours, comme nous le racontent des grévistes :

« Nous étions en grève totale suivie à 95 % en ce qui concerne les ouvriers, depuis le dimanche 21 juillet. Nous avons commencé notre mouvement par une heure de débrayage par jour puis 2 h et 3 h. Nous ne sommes pas payés au SMIC et nous demandons une prime de 5,75 F par jour. La direction a d'abord refusé de négocier. Et elle a embauché à la sauvette des travailleurs de Ceylan pour la plupart ne parlant pas le français et n'ayant pas à notre connaissance de

contrat de travail avec l'USP ou la SNCF. Depuis le début de la grève nous étions nombreux au piquet de grève permanent la nuit comme le jour, pour empêcher l'accès au magasin du matériel de nettoyage.

A plusieurs reprises, la direction de l'USP a tenté de provoquer les grévistes, plusieurs chefs sont venus pour essayer de reprendre leur matériel et à chaque fois ils faisaient constater devant huissier notre opposition à ce qu'ils utilisent le matériel de nettoyage. Et lundi, nous étions 11 à être convoqués au tribunal pour entrave à la liberté du travail. Sans doute, mis à part les travailleurs embauchés pour les besoins de la grève, il n'y a pas de non-grévistes que nous ayons empêchés de travailler. Mais nous voulions montrer que nous n'étions pas prêts à nous laisser traiter comme des chiens ».

Le tribunal avait même condamné 11 grévistes, pris au hasard, à être expulsés du chantier, au besoin avec l'intervention de la police.

Finalement au bout de 12 jours de grève, et après avoir repoussé à trois reprises des rendez-vous avec les grévistes, la direction a reculé en partie sur les revendications :

- changement de catégorie pour les anciens, ce qui représente 50 F de plus par mois ;
- une prime de 80 F et une de 40 F qui ne sera versée que s'il n'y a pas de pénalité (travail constaté mal fait par la SNCF) ;
- paiement des dimanches de grève ;
- quant au relèvement des salaires, qui avoisinent le SMIC, la direction de l'USP a seulement dit qu'elle en reparlerait en septembre.

Les responsables syndicaux se sont empressés de présenter cela comme un succès, et bon nombre de travailleurs leur ont fait confiance en acceptant la reprise du travail.

Mais aujourd'hui que les fiches de paye sont arrivées, beaucoup d'entre eux ont quand même le sentiment qu'ils auraient dû faire preuve de plus de défiance.

Correspondant LO

## Contre le racket de la SLE, les locataires s'organisent

Des hausses de loyer, tout le monde, hélas, connaît ça. Mais quand ces hausses atteignent des sommets scandaleusement élevés en un temps record, c'est de la provocation. C'est ce qui s'est passé dans un immeuble de Villeneuve-d'Ascq, géré par la SLE : les hausses ont atteint, cette année, de 42 % à 50 % ! Ainsi pour un F4, on payait en juillet 1984, 1 850 F toutes charges comprises et en juillet 1985, 2 700 F !

Régulièrement pendant l'année, il y a eu des hausses : seuls 10 % des locataires les avaient trouvées inacceptables et les versaient sur un compte bloqué.

Au fur et à mesure des augmentations, cette petite minorité s'est élargie et la dernière hausse a rallié, en quelques jours, 60 % des locataires.

Les locataires, réunis en assemblée générale, décidaient d'envoyer une délégation à la SLE pour dire leur colère et leur

refus de payer. La SLE répond : « Ces hausses sont justifiées ». Un locataire qui se dit de droite, rétorque : « Ce n'est pas à nous de payer mais aux actionnaires de la SLE, car ces augmentations sont liées à une mauvaise gestion ! ».

Une deuxième assemblée générale, la semaine suivante, décidait l'organisation d'une fête : complètement animée par les locataires (même l'orchestre était composé de locataires !), cette soirée dansante a été l'occasion de mieux nous connaître et de populariser notre lutte dans tout le quartier, la presse locale, écrite et parlée, s'en est largement fait l'écho. La fête nous a permis aussi d'apporter un soutien financier à notre mouvement.

Car nous comptons bien ne pas en rester là : nous voulons attaquer la SLE en justice. C'est pourquoi nous voulons constituer un dossier le plus complet possible

sur la SLE : des locataires vont ainsi à la chasse aux renseignements, au tribunal de Commerce pour avoir les comptes d'exploitation, à la chambre de Commerce pour savoir si les appels d'offre ont été respectés. On apprend la législation sur le tas.

Pour le moment, la SLE réagit peu : elle s'est contentée d'envoyer quelques lettres de menace à certains locataires.

Mais d'ores et déjà, nous pouvons tirer un bilan positif de notre lutte : dans notre bâtiment, l'anonymat est complètement rompu ; tous les locataires, français ou immigrés, se connaissent ; on se salue, on discute du mouvement. Et nous avons tous ainsi le sentiment d'être plus forts !

C'est dans cette ambiance chaleureuse et déterminée que nous continuons la lutte !

Des locataires  
de Villeneuve-d'Ascq

## ON NOUS COMMUNIQUE :

Suite à la série d'inculpations qui vient de frapper plusieurs employés de différents établissements bancaires, la Fédération Force Ouvrière de la Banque, dans un communiqué de presse, « déplore les accusations injustifiées portées contre le personnel des banques au sujet des comptes taxis. Avec l'inculpation de certains agents, c'est encore une fois le lampiste qui trinque. Les salariés de la profession ne sont pas des escrocs.

Ils appliquent les instructions qu'ils reçoivent des directions générales.

S'agissant des comptes taxis qui ont permis une importante fraude fiscale, l'opinion publique doit savoir qu'aucune infraction aux règles et à la déontologie bancaire n'est à l'origine de ce délit.

Si la justice estime

que la banque porte une responsabilité du seul fait qu'elle est le passage obligé pour ces opérations qui ne sont pas toujours détectables, elle doit s'en prendre aux directions générales qui doivent, de leur côté, donner des instructions précises à leur personnel ».

D'autre part, un comité de soutien aux employés de banque inculpés s'est constitué à la Société Générale, avec l'appui de la CFDT, de la CGT et de la CFTC. Dans son communiqué de presse, le comité de soutien proteste :

« Pour n'avoir pas décelé parmi leur clientèle des "sociétés-taxis" qui servent d'intermédiaires entre les grands couturiers et les ateliers clandestins de confection, pour n'avoir pas décelé que ces sociétés étaient en situation irrégulière auprès du fisc et de l'URSSAF, pour ne les avoir pas dénoncées auprès de la police et de l'administration, pour avoir reçu des pourboires de la clientèle de leur guichet, ces agents ont été confondus pour corruption, faute professionnelle et complicité puis accusés, inculpés et condamnés à de lourdes peines de prison.

Cette action conjuguée de la justice et des pouvoirs publics, qui entre dans le cadre de la lutte contre le travail clandestin, se traduit par la condamnation de lampistes, dont les conditions de travail se situent entre la hantise du hold-up, les problèmes quotidiens d'effectifs, la course aux résultats, le secret bancaire et l'absence d'instructions précises des directions générales ».



# FILMS

REPRISE

## « Qu'est-il arrivé à Baby Jane ? » de Robert Aldrich

Ce film, qui date de 1962, est l'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs, incarnées par deux actrices vieillissantes, des « monstres sacrés », Bette Davis et Joan Crawford, bouleversantes dans leur rôle.

« Qu'est-il arrivé à Baby Jane », cette vedette-enfant dont l'heure de gloire n'a duré que le temps de l'enfance ? On le découvre petit à petit dans le

film. Le malheur de Jane, c'est sa sœur Blanche, qui, elle, a fait une grande carrière dans le cinéma.

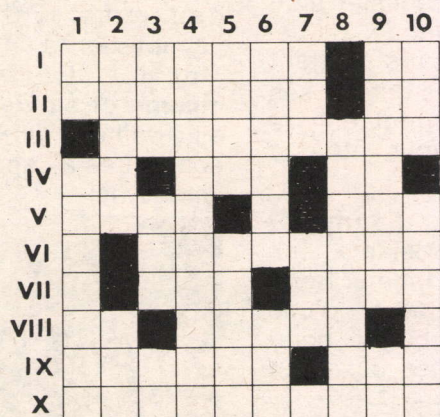
Mais Blanche est maintenant infirme. Les deux sœurs sont brisées, l'une physiquement, l'autre moralement. Leur rivalité dégénère avec la folie de Jane...

Un film émouvant, à voir.

M. TEIG



### MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — I. Peu nombreuse, elle est maigre. II. Fait les bouchons. Début d'attirance. III. Commencer. Note. IV. Moutons. V. Utile pour la ligne. Glace d'Alaska. Affirmatif. VI. La Cité autrefois. Reste dans la couette. VII. Empoisonnera. VIII. Il n'a pas perdu son tour (phon.). Pour ouvrir les boîtes. IX. Au début du rock. Sur les dents. X. Fosse peu commune. Parfois primaire.

**VERTICALEMENT.** — 1. Ce qu'on dit quand on est un ange. Appuyera sur la gâchette. 2. Certaines montent en ballon. Commencement d'obésité. 3. On y fouille. Pour des vacances en Roumanie. 4. Transalpines. 5. Arbuste. Certains sont à rallonges. 6. Sous la table. Début d'aérophagie. 7. Ventilé. Tout près. 8. La langue qu'il faut connaître. 9. Elle peut être de marbre ou de plâtre. 10. On les aime chauds. Il vaut mieux ne pas la boire.

#### Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	I	T	U	M	I	N	E	U	X
II	I	N	A	M	O	V	I	B	L	E
III	C	H	U	T	R	T	E	N		
IV	Y	A	T	A	G	A	N	R	O	
V	C	L	O	T	A	I	R	E	P	
VI	L	A	L	A	E	I	C	H		
VII	E	T	O	U	E	C	H	O		
VIII	T	I	G	E	L	L	E	A	B	
IX	T	O	I	E	T	I	O	L	E	
X	E	N	E	R	V	A	N	T	E	S

## Sélection cinéma dans les salles parisiennes

### Films récents...

**LA ROSE POURPRE DU CAIRE.** de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Gaumont-Les-Halles 1<sup>er</sup> (vo). Studio de la Harpe 5<sup>e</sup> (vo). Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Pagode 7<sup>e</sup> (vo). Gaumont Champs-Élysées 8<sup>e</sup> (vo). Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). Escorial 13<sup>e</sup> (vo). Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Bienvenue 15<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Paramount Maillot 17<sup>e</sup>.

**LA ROUTE DES INDES.** de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo).

**LE DERNIER DRAGON.** de Michaël Schultz.

Une parodie des films de kung-fu, pleine de drôleries.

Rex 2<sup>e</sup>. UGC Montparnasse 6<sup>e</sup>. Normandie 8<sup>e</sup> (vo). UGC Boulevard 9<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>.

**VISAGES DE FEMMES.** de Désiré Ecaré.

Quelques portraits de femmes africaines en quête d'émancipation.

14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup> (vo). St-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo). Reflet Balzac 8<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Bastille 11<sup>e</sup> (vo).

**LA FORÊT D'ÉMERAUDE.** de John Boorman.

Une aventure imaginaire mais passionnante au cœur de la forêt amazonienne.

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Rex 2<sup>e</sup>. Bretagne 6<sup>e</sup> (vo). Danton 6<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). Publicis Elysées 8<sup>e</sup> (vo). Français 9<sup>e</sup>. Nation 12<sup>e</sup>. Fauvette 13<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. Kinopanorama 15<sup>e</sup> (vo). Wepler 18<sup>e</sup>. Gambetta 20<sup>e</sup>.

### ... et moins récents

**LA DÉCHIRURE.** de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2<sup>e</sup>. Cinoches 6<sup>e</sup> (vo).

**AMADEUS.** de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.

Vendôme 2<sup>e</sup> (vo). Lucernaire 6<sup>e</sup> (vo). St-Lazare Pasquier 8<sup>e</sup>. George V 8<sup>e</sup> (vo). Trois Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

**L'EAU ET LES HOMMES.** de Pierre Willemain.

A voir pour une suite d'images extraordinaires qui nous laissent pantois; la paroi interne de la « Géode » constitue un écran géant.

La Géode 19<sup>e</sup>.

**LE FLIC DE BEVERLY HILLS.** de Martin Brest.

Un détective aux méthodes peu orthodoxes enquête sur la mort de son ami.

Paramount Marivaux 2<sup>e</sup>. Marignan 8<sup>e</sup> (vo).

**BRAZIL.** de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine traitée dans le style 1984 et sur le mode de l'humour noir.

Trois Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

**KAOS, CONTES SICILIENS.** de Paolo et Vittorio Taviani.

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

Epée de Bois 5<sup>e</sup> (vo).

**LES RIPOUX.** de Claude Zidi.

Des flics corrompus dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentés.

Rex 2<sup>e</sup>. Danton 6<sup>e</sup>. Biarritz 8<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>.

**PARIS TEXAS.** de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup>.

**SOLEIL VERT.** de Richard Fleischer.

Film d'anticipation ? Une vision très pessimiste d'un monde de l'avenir.

Arcades 2<sup>e</sup>.

**ANTARCTICA.** de Koreyoshi Kurahara.

Les chiens dans l'Antarctique et la lutte pour la vie. Des images splendides.

St-Ambroise 11<sup>e</sup>. St-Lambert 15<sup>e</sup>.

**STRANGER THAN PARADISE.** de Jim Jarmush.

Les Etats-Unis côté cour, vus par trois jeunes un peu paumés.

Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup> (vo). Epée de Bois 5<sup>e</sup> (vo).

**LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH.** de Vincente Minelli.

Une réédition du film de 1956. Avec Kirk Douglas et Anthony Quinn dans les rôles de Van Gogh et Gauguin !...

Olympic St-Germain 6<sup>e</sup> (vo). Reflet Balzac 8<sup>e</sup> (vo).

**UN FAUTEUIL POUR DEUX.** de John Landis.

Un Blanc riche perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir misérable. Des scènes désopilantes et grinçantes.

St-Germain Huchette 5<sup>e</sup> (vo). Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).



La forêt d'émeraude



Visages de femmes



La rose pourpre du Caire



## « Offense à Président » de Mezioud Ouldamer

Fin 1980, Mezioud Ouldamer attire l'attention des autorités algériennes. Employé subalterne au bureau du personnel dans une entreprise dirigée par un Italien, il est chargé de « faciliter les relations » entre les ouvriers et le chef du personnel. Or, dans un rapport adressé à l'Union générale des travailleurs algériens (syndicat officiel), il a pris fait et cause pour les grévistes du chantier où il travaille.

1980, c'est aussi l'année du *printemps kabyle*, des révoltes de Tizi-Ouzou. Le pouvoir se durcit et cette grève sur le chantier d'une importante usine de produits pharmaceutiques, « la première de cette importance en Afrique » selon la propagande officielle, devient une atteinte à l'éco-

nomie nationale. A cette époque, nous dit l'auteur, « on ne trouvait pas de pommes de terre sur le marché, mais on découvrait chaque jour des saboteurs ».

Mezioud Ouldamer est donc arrêté. La police découvre chez lui un tract qualifié d'anarchiste et quelques feuillets d'un texte où il « dénigre l'Etat ». A un moment où « le pays traverse une étape difficile pour sa construction nationale », c'est pour l'Etat un crime qui lui vaut d'être incarcéré d'abord à la prison de Boufarik puis à celle de Médéa où se trouve le siège de la cour de sûreté de l'Etat. Il y subira un an de détention préventive avant d'être finalement traduit devant un simple tribunal correctionnel qui le condamnera à... un an de prison

pour « offense à président » !

Ce livre est le récit de l'année passée en prison par Mezioud Ouldamer. C'est aussi un pamphlet, une description sans complaisance de la société algérienne où il n'y a pas plus de socialisme que de « fraises sur la lune », pour reprendre les mots de l'auteur.

Tous les aspects de la corruption y passent. Le gouvernement, l'armée, les fonctionnaires de tous poils, les avocats attachés à chaque tribunal et dont le seul souci est de faire traîner les affaires en longueur afin de mieux se remplir les poches.

Il n'a d'indulgence que pour ses co-détenus. Ces enfants d'émigrés revenus au pays pour accomplir

« leur devoir envers la patrie » et qui, découvrant la réalité de l'asservissement du peuple algérien, « désertent aussitôt, pour être repris aux frontières et jetés en prison », ces petits délinquants, victimes d'un système où le chapardage est condamné alors que la corruption règne à tous les niveaux de l'appareil d'Etat ; ces ouvriers d'une entreprise travaillant pour l'armée et condamnés à cinq ans de prison pour avoir osé réclamer « la prime du mouton » jusqu'à réservée aux cadres, ces petits fonctionnaires « lâchés » par leurs supérieurs parce qu'ils n'ont pas « satisfait l'environnement », c'est-à-dire n'ont pas bien graissé la patte aux chefs — de la police, du parti, du syndicat, etc.

Parmi ces figures de détenus, émerge celle d'Ammi Rabah, militant d'une « organisation communiste internationaliste » ; accusé d'être lié à une organisation internationale, il subit d'impitoyables tortures, et dans la prison où ses idées communistes et son athéisme surprennent, son courage force l'admiration de tous les autres détenus.

Un livre poignant où l'on sent la révolte de l'auteur qui espère que le peuple algérien, un peuple qui « ne s'est jamais montré aussi impertinent vis-à-vis de ceux qui le gouvernent » ne se soumettra pas.

Michel FOREST

Offense à Président de Mezioud Ouldamer. Ed. Gérard Lebovici. 232 pages. 70 F.

## Sélection Télé

### Samedi 10 août

20 h 35. A2. 9<sup>e</sup> festival du cirque de Monte Carlo : funambules, jongleurs, dompteurs de tous les pays.

21 h 35. A2. Les enfants du rock, avec en deuxième partie, un nouvel extrait du récent festival de rock international de la Rose d'or de Montreux.

### Dimanche 11 août

17 h 30. A2. Les carnets de l'aventure : la descente du Zambèze en canoë.

19 h. TF1. Infovision. Trois reportages : Les espions bien tranquilles, Innocent... et alors (dossiers d'innocents conduits en prison : un journalier et... un chef d'entreprise), Trafic d'organes humains (au Brésil, des donneurs proposent des organes par petites annonces).

20 h 35. TF1. Week-end à Zuydcoote, film d'Henri Verneuil (1964) avec Jean-Paul Belmondo, J.P. Marielle, et beaucoup d'autres artistes connus, d'après le roman de Robert Merle. En juin 1940, acculés dans la « poche de Dunkerque », des soldats français en déroute cherchent en vain à



s'embarquer avec les troupes anglaises difficilement évacuées. Le sergent Mailat, un jeune gars débrouillard, exprime son dégoût de la guerre.

22 h 15. A2. Harlem nocturne : Lettre à Michel Petrucciani, un pianiste de jazz de 20 ans. Filmé par Franck Cassenti.

### Lundi 12 août

20 h 35. TF1. L'inconnu du Nord Express, film d'Alfred Hitchcock (1951). Une histoire d'échange de meurtres, qui débute comme un jeu de l'esprit et s'achève en cauchemar. Un des chefs-d'œuvres du maître.

20 h 35. A2. Le crépuscule des dieux, opéra de Richard Wagner, mis en scène par Patrice Chéreau, direction musicale Pierre Boulez, diffusé en liaison avec France-Musique.

20 h 35. FR3. Les œufs brouillés, film de Jean Santoni (1975), avec Jean Carmet, J.C. Brial, Anna Karina, Michael Lonsdale. Un président de la République invite des éboueurs au petit déjeuner, et s'invite ensuite à la table d'un Français moyen. Sur un air connu, un film qui tourne gentiment en dérision la démagogie et le souci publicitaire des politiciens.

22 h 10. TF1. Portrait de Bruno Bettelheim. Série de quatre émissions réalisées par Daniel Karlin et consacrées au célèbre psychanalyste autrichien, spécialiste de la folie des enfants. Première partie : un autre regard sur la folie.

### Mardi 13 août

20 h 35. TF1. Tazieff raconte sa terre. Dernière émission de la série : les volcans (le Kivu au Congo, l'Erebus en Antarctique et l'Etna).

20 h 35. A2. Le petit baigneur, film de Robert Dhéry avec Louis de Funès, Robert Dhéry, Colette Brosset, Jacques Legras, Michel Galabru. La tribu des « Branquignols », coiffés de perruques rousses, rencontre un Louis de Funès survolté pour tenter de lui vendre les plans d'un nouveau bateau...

### Mercredi 14 août

20 h 35. FR3. Julien Clerc interviewé par Régine Desforges. Ils devront tenir pendant trois émissions...

21 h 35. TF1. Show rose : la chanteuse Diane Dufresne enregistrée en public à Montréal, avec la participation de Jacques Higelin.

22 h 10. A2. Carte de presse : Mourir à fond la caisse, l'histoire d'un accident (reportage).

22 h 55. TF1. La vie comme ça. Téléfilm, tourné par l'Institut national de l'audiovisuel en 1978. Deux jeunes femmes abandonnent leurs études, cherchent du travail et s'installent dans un minuscule deux pièces d'une cité HLM de Bagnolet. Entre les intrigues du bureau et les persécutions du chef de service le jour, et l'atmosphère de violence de la cité le soir, la vie continue... Certains ont, paraît-il, trouvé le film trop dur, trop violent, trop exagéré. A juger sur pièce...

### Jeudi 15 août

20 h 35. A2. Falbalas, film de Jacques Becker (1944) avec Raymond Rouleau et Micheline Presle. En 1944, dans le monde de la haute couture, la frénésie d'un patron de la mode, perpétuellement insatisfait (tant de ses modèles que de ses conquêtes féminines) le pousse à la folie et à la mort.

20 h 35. FR3. Fanny et Alexandre. Troisième épisode du film d'Ingmar Bergman. Une peinture d'une famille de la bonne bourgeoisie suédoise du début du siècle.



22 h. TF1. Racines : deuxième émission : Carlos Fuentes et le Mexique. Une visite guidée de l'histoire du Mexique, avec des chants d'Oscar Chavez et de Lola Bertran, des images d'archives et d'actualité ainsi que des témoignages.

22 h 25. A2. Musiques au cœur : Teresa Berganza. Rétrospective de la carrière

de la prestigieuse mezzo-soprano espagnole, avec des extraits de ses plus beaux rôles et de ses récitals.

### Vendredi 16 août

20 h 35. A2. Marcheloup : deuxième épisode de l'adaptation d'un roman de Maurice Genevoix Un homme et sa vie, l'histoire d'un village de bûcherons confrontés à l'apparition de l'industrie.



21 h 25. A2. Apostrophes : histoires de couples.

22 h 55. A2. L'empereur du Pérou, film de Fernando Arrabal, inédit, et qui se présente comme un conte pour enfants. Avec Mickey Rooney dans le rôle d'un vieux mécanicien de locomotive à vapeur désaffectée que des enfants veulent remettre en état pour partir en Amazonie...

22 h 35. FR3. Spécial tropiques au festival d'Angoulême de 1984, Zani Diabaté et le Super Djata Band de Bamako (Mali).





# LIVRES

## « De la pierre à l'étoile » de Claude Allègre

Que nous apprend l'étude des pierres terrestres et extra-terrestres sur l'histoire du système solaire, et plus particulièrement de notre planète ? Tel est le sujet du dernier livre de Claude Allègre, l'auteur de *L'Ecume de la Terre*, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris.

Voici peu de temps, une quinzaine d'années environ, que les découvertes scientifiques, notamment sur la composition interne de la Terre, ont permis aux géologues d'aborder cette question. L'histoire du système solaire et de la formation de notre planète était jusque-là du domaine des astronomes.

Claude Allègre commence par décrire la structure profonde de la Terre, connue grâce à la sismologie, l'étude de la propagation des ondes des tremblements de terre. La Terre est formée de plusieurs « enveloppes » successives, de nature différente : un noyau lourd entouré d'un manteau puis d'une mince croûte plus légère. Seule la croûte peut être observée directement : les continents (70 km d'épaisseur maximum), les

fonds océaniques (5 km d'épaisseur), et l'atmosphère qui les entoure.

Le géologue moderne peut dater les roches en utilisant la désintégration des éléments radio-actifs qu'elles contiennent. Il peut également déceler d'infimes différences dans leur composition, y compris au niveau atomique.

Les météorites aussi vieilles que la Terre, mais résultat d'un processus interrompu qui a d'ailleurs conduit aux planètes, font figures de témoins de la formation du système solaire, explique l'auteur. Tout un chapitre nous fait revivre l'exploration directe des planètes, au rythme des vols Appolo, Luna, Mariner, etc.

Cela permet une moisson de connaissances nouvelles à partir desquelles Claude Allègre explique comment on peut aujourd'hui tenter de répondre aux questions sur l'origine du système solaire.

Il y a 4,5 milliards d'années, 50 millions d'années après la naissance du Soleil, la Terre

s'est formée. C'était un bloc homogène, en fusion. En 30 millions d'années (rapidement à l'échelle géologique !) l'intérieur du globe se différencia, le nickel et le fer migrant vers le centre où ils constituèrent le noyau dense, tandis qu'à la surface l'atmosphère se forma et qu'une couche d'eau de 2500 mètres d'épaisseur, proche de l'ébullition, recouvrit tout, sauf les multiples volcans. Puis le rythme changea. La Terre se refroidissait et vers 4 milliards d'années la situation était suffisamment stable pour que des embryons de continents puissent s'établir à la surface. Ils allaient croître en dérivant jusque vers 500 millions d'années, leur volume global ne changeant alors plus guère, tout en continuant leur dérive sous l'action des mouvements internes du globe.

Un livre intéressant par bien des aspects, même si certains passages de cette histoire de pierres sont tout de même un peu arides !

Edouard VARISTE

De la pierre à l'étoile de Claude Allègre. Ed. Fayard. 292 pages. 98 F.



1. Vue de la terre à partir de satellite. L'atmosphère qui entoure notre planète ne masque pas la vue de sa surface.  
2. Vue de la Lune dans son ensemble au cours d'une mission Apollo. Les mers sont les zones circulaires sombres.

## « Maria »

de Cavanna



*Maria* est le cinquième livre d'une série autobiographique. Maria, c'est celle des *Russkoffs*, c'est la prisonnière russe dont Cavanna tomba follement amoureux dans un camp de travail allemand durant la dernière guerre. Un coup du sort, en l'occurrence l'avance rapide de l'armée soviétique, les sépara à tout jamais.

Mais, dans le roman, le célèbre animateur de télévision André Delétang propose à Cavanna, dans le cadre de son émission *Le temps aboli* de retrouver Maria. Cela se passe en... 1989 ! Les retrouvailles auront lieu devant les caméras de télévision. La proposition de Delétang a lieu au début du livre, et les retrouvailles à la fin. Dans *Maria* il est donc assez peu question... de Maria. Au fil des chapitres, Cavanna nous ballade dans les rues et squares parisiens qu'il

affectionne particulièrement. Il en profite pour nous faire faire connaissance avec quelques marginaux : des clochards dont l'un est assoiffé de culture, un homme-chat dit Tarzan-des-chats, etc. Il nous fait part de ses réflexions sur ses sujets préférés : « la connerie humaine » et les femmes, il discourt aussi sur la télévision et son aversion pour le mélodrame.

C'est souvent sentencieux et péremptoire, cependant dans un ou deux chapitres Cavanna évoque à nouveau son enfance et à ce moment-là, on croit lire *Les Ritals...* et un autre Cavanna, un Cavanna débordant de chaleur humaine. Mais dans l'ensemble, malgré quelques bons passages, *Maria* est un livre décevant.

André SIMON

*Maria de Cavanna*. Ed. Belfond. 314 pages. 89 F.

## « Mademoiselle Else » de Arthur Schnitzler

Arthur Schnitzler est un auteur autrichien d'origine juive dont les œuvres ont été interdites du temps du régime hitlérien. *Mademoiselle Else* est un petit roman. Il y décrit quelques heures de la vie d'une jeune fille viennoise de « bonne famille ». L'histoire se passe au début du siècle dans un lieu de villégiature où se retrouve une certaine bourgeoisie désœuvrée en vacances perpétuelles.

Else ne demande qu'à profiter de ce qu'elle prend pour la vie. Mais sa vie dorée se trouve menacée,

sa famille étant ruinée par la passion du jeu en bourse de son père, un avocat peu scrupuleux. Pour éviter la prison à son père, la jeune fille reçoit de sa mère mission d'aller demander 50 000 florins à un vieil ami de la famille, M. Von Dorsday, résidant justement dans les parages.

M. Von Dorsday lui propose un marchandage : « Je ne vous demande rien sinon le droit de contempler votre beauté avec recueillement durant un quart d'heure ».

Sous forme de monologue, *Mademoiselle Else*

nous livre les contradictions dans lesquelles la jeune fille se débat. Le dénouement consécutif à son choix surprendra.

Schnitzler jette un coup d'œil féroce — celui que l'on retrouve d'ailleurs dans ses autres romans ou nouvelles — sur le monde raffiné et décadent d'une certaine bourgeoisie de l'Empire austro-hongrois à son déclin.

Cela se lit d'une traite.

*Mademoiselle Else de Arthur Schnitzler*. Ed. Stock.

## « La pitié dangereuse » de Stefan Zweig

Le roman se situe à la veille de la Première Guerre mondiale dans l'Empire austro-hongrois.

En arrière-fond, la vie étouffante d'une de ces petites villes de garnison, si semblables les unes aux autres « qu'on se demande pourquoi il y a un ciel différent au-dessus de chacune d'elles ».

Anton, jeune officier de cavalerie, est convié au château du riche Kekesfalva. Au cours du bal, il invite à danser Edith, la fille de son hôte, ignorant qu'elle est

paralysée des jambes. Désireux de réparer sa « gaffe », puis pris de pitié pour l'infirme, Anton multiplie ses visites.

Mais où passe la limite entre « la pitié active et créatrice » et cette autre pitié qui n'est que « l'impatience du cœur de se débarrasser de la pénible émotion qui vous étreint devant la souffrance d'autrui » ?

Bien que consciente de leurs situations respectives, Edith se prendra à espérer et se laissera entraîner dans une passion

folle pour le jeune officier. L'attraction pour la richesse des Kekesfalva d'un côté, la pression de son milieu d'officiers de cavalerie imbus de leurs préjugés de l'autre, et surtout la veulerie d'Anton, conduiront inéluctablement les personnages à la tragédie.

Stefan Zweig, avec son écriture tout à la fois riche et limpide, fait preuve là encore de son talent de conteur, comme par ailleurs dans son œuvre. Difficile de ne pas s'y laisser prendre.



## □ Ceux qui meurent pour les profits

La CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) vient de publier les statistiques concernant les accidents du travail de l'année 1983. D'après ses chiffres, le nombre des accidents entraînant un arrêt de travail a diminué de 8 % (par rapport à 1982), et les accidents mortels ont été également moins nombreux (- 6 %).

En fait, cette diminution, toute relative, cache mal que les accidents du travail restent un fléau mortel : 1 282 salariés sont morts en 1983, 89 100 accidents ont entraîné une incapacité permanente, et au total, il y a eu 852 600 accidents nécessitant un arrêt de travail. Près de 80 % d'entre eux concernent les ouvriers,

essentiellement des secteurs du bâtiment et travaux publics (de loin le plus dangereux) et de la métallurgie. C'est dans ces deux secteurs que se produisent près de la moitié des accidents.

Le journal patronal *Les Echos* se plaint que les arrêts de travail occasionnés par les accidents augmentent, et étaient de 30 jours en moyenne en 1983, et qu'en tout, 25 477 000 journées de travail auraient été « perdues » en 1983. Mais ce qu'il oublie de dire, c'est que les salariés, eux, perdent chaque jour, quatre des leurs. Chaque jour, 2 500 autres deviennent handicapés.

B.G.

## □ La corrida commence

Gilbert Baومت, élu comme socialiste en tant que Président du conseil général du Gard, maire de Pont-Saint-Esprit et sénateur, vient de rejoindre le RPR contre la promesse de conduire la liste chiraquienne aux prochaines élections législatives de mars 1986. Ce retournement de veste a provoqué deux tempêtes : dans le verre d'eau des élus socialistes qui, comme Georgina Dufoix, ministre et élue de

Nîmes, parlent de « trahison » et d'« aventurisme ambitieux » ; et dans le verre d'eau des élus traditionnels de droite, comme Bousquet, maire de Nîmes, qui risquent de se voir coiffer sur le poteau parlementaire par ce transfuge entreprenant.

Les arènes de Nîmes risquent d'être trop petites pour accueillir tous les politiciens mécontents !

B.G.

## □ La presse US en nez veille

Reagan a-t-il oui ou non subi une (nez)sthésie locale lors de l'ablation du bouton qui ornait son appendice nasal ? La presse américaine ayant mis les pieds, à défaut de pouvoir y mettre les doigts, en plein dans le problème, la polémique fait rage.

« Pour un attaché de presse, mentir constitue un péché capital, un péché impardonnable. Je suis voué à la vérité », a déclaré le porte-parole, M. Speaks qui, avec un nom pareil, semble en tout cas voué au métier.

Tout le monde prend cela très au sérieux, journalistes, services présidentiels, tous d'accord pour estimer que Reagan mène sa politique au pif !

P. de N.

## □ Touche pas à ma place !

A quelques mois des élections législatives, le gouvernement et Mitterrand viennent de signer un décret qui augmente sensiblement le nombre des hauts-fonctionnaires qui ne peuvent être nommés qu'avec l'accord du président de la République.

La dernière fois que le décret en question avait été modifié, c'était en 1967, sous De Gaulle, juste un mois avant les élections législatives qui avaient vu la droite conserver la majorité de justesse. Ça la fichait encore plus mal !

Quant à Giscard d'Estaing, après sa défaite de 1981, et

avant de remettre le pouvoir à Mitterrand, il avait passé son temps à assurer la reconversion des siens dans une noria de nominations tous azimuts.

Mitterrand veut donc lui aussi s'assurer de la possibilité de maintenir à leurs postes ou de nommer un certain nombre de ses partisans privilégiés qui pourraient avoir des difficultés à se recaser en cas de victoire de la droite en 1986. Merci pour eux ! Et tant pis pour le moral des troupes qui ne vont pas se sentir regonflées par tant d'optimisme...

C.C.

## INCENDIES

### Incurie étatique et égoïsme privé

Le bilan des incendies depuis le 31 juillet est lourd : six pompiers tués, de nombreux blessés, 4 000 hectares de forêt détruits dans le massif du Tanneron dans les Alpes-Maritimes et près de Callas dans le Var, 20 000 hectares incendiés en cinq jours en Corse, des maisons brûlées, des campings partiellement détruits, et chaque incendie s'accompagne de scènes de panique où la catastrophe est évitée de justesse. En Corse, dimanche 4 août, le feu a menacé des hameaux et même gagné les villes de l'Île-Rousse et de Bastia, mardi 6 août le village de Conca et le hameau de Tarco.

Chaque été revient avec son cortège d'incendies dans les mêmes régions. Et chaque fois les bilans s'accroissent. Un certain nombre de responsables gouvernementaux ou locaux ont multiplié les dénonciations fracassantes sur l'imprudence d'habitants ou de vacanciers, sur les mises à feu délibérées de malades pyromanes ou de gens, comme les bergers corses que la destruction des forêts arrangerait.

Certes, bien des incendies ne s'allument pas d'une façon naturelle, et ce n'est pas nouveau. Mais doit-on laisser la sécurité de la population et de la forêt à la merci de quelques actes imprudents ou mal intentionnés ?

Les plus graves imprudences, ce sont les autorités qui les commettent sciemment en ne mettant pas en place tous les moyens nécessaires pour faire face aux incendies auxquels tout le monde s'attend. Ainsi les agents forestiers de l'Esterel ont accusé : ils ne peuvent pas intervenir directement lorsqu'ils découvrent un début d'incendie car ils n'ont pas de petite voiture citerne. Un responsable a déclaré à *Libération* du



AFP

1<sup>er</sup> août : « Nos vingt ouvriers ont pour consigne, s'ils voient un feu, de courir le plus vite possible » car ils n'ont même pas de voiture radio à leur disposition ! Un autre forestier, cité par *Le Monde*, a déclaré : « Le temps de passer un message CB, d'attendre les pompiers, de les guider, cela a pris quinze minutes, c'était déjà trop tard. Quand je pense qu'avec 500 litres d'eau, j'aurais au moins pu contenir le feu en attendant les pompiers !... ». Il n'y a que dans quelques régions, et à titre expérimental seulement, qu'ont été créés des corps de « sapeurs forestiers ».

Quand le feu a fait rage dans l'Esterel tous les effectifs et le matériel ont été mobilisés sur cinq départements. Au total, 300 pompiers, 160 véhicules, six Canadair, trois DC 6 qui se partageaient entre les deux foyers principaux d'incendies de Callas et de Mandelieu, et cela s'est avéré insuffisant. En Corse même, des foyers ont été abandonnés sans intervention bien que tous les pompiers de l'île aient été mobilisés, soit 350 hommes auxquels se sont ajoutés 140 pompiers dépêchés jeudi 1<sup>er</sup> août par la Sécurité civile à Bastia. Mais avaient-ils même assez de matériel pour intervenir ? Trois Canadair et trois avions Trackers : aussi dans bien des endroits c'est la population qui a lutté contre le feu avec les moyens du bord. *Le Figaro* faisait remarquer que les avions qui larguaient des eaux addi-

tionnées de retardant sur la forêt en plus des Canadair étaient d'anciens bombardiers recyclés. Que n'a-t-on pas mobilisé tous les bombardiers et ceux qui les pilotent pour les recycler en la circonstance ?

Haroun Tazieff a jeté un pavé dans la mare en déclarant qu'il avait averti la préfecture des Alpes-Maritimes des dangers que faisait courir l'absence de débroussaillage des sous-bois et qu'il n'avait pas été tenu compte de l'avertissement. Tout le monde s'accorde en effet pour dire qu'il n'y a plus de débroussaillage systématique depuis que les terres sont inexploitées et désertées par leurs habitants. Et c'est une des causes majeures de la rapidité de la propagation des incendies.

Le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, a annoncé qu'il proposerait une loi pour autoriser les municipalités à pratiquer des débroussaillages d'office sur les propriétés privées.

Comme quoi on a beau nous présenter la propriété privée comme la source de la responsabilité et de l'initiative individuelle, quand il s'agit de l'intérêt général, rien à faire, cela est synonyme d'irresponsabilité. Elle est dépassée ! Les propriétaires de garrigues et les horticulteurs n'avaient même pas été capables de faire enlever ce qui restait de leurs mimosas gelés. Le feu, lui, n'a pas fait de distinction. Il a tout englouti, propriétés privées et forêts domaniales...

Patricia MULLAN